

LES RAPPORTS DU GRIP



**RADIOGRAPHIE
DE
L'INDUSTRIE D'ARMEMENTS
EN BELGIQUE**

**Clément Dumas
et Luc Mampaey**



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

2007/4

© Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
rue Van Hoorde, 33
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Siteweb: www.grip.org

Sommaire

Introduction	5
1. Les caractéristiques de la production d'armement en Belgique	5
1.1. Un périmètre difficile à définir	7
1.2. Structure régionale et sectorielle	9
1.3. Le poids économique de l'armement en Belgique	10
- Estimation de l'emploi direct et du chiffre d'affaire dépendant de l'armement	10
- La difficile estimation du multiplicateur d'emploi	12
1.4. La nationalité du capital	14
1.5. L'industrie de l'armement et ses marchés à l'exportation	16
- Les exportations d'armes des entreprises de la région wallonne	19
- Les exportations d'armes des entreprises de la région flamandes	20
- Les exportations d'armes des entreprises de la région de Bruxelles-capitale	20
Conclusion	23
2. Extraits de la base de données du GRIP sur l'industrie belge de l'armement	26

Tableaux et graphiques

Tableau 1.	Le secteur belge de l'armement : un échantillon de 54 entreprises	8
Tableau 2.	Répartition régionale, chiffre d'affaires et emploi de l'industrie belge de l'armement en 2005	11
Tableau 3.	Multiplicateur d'emploi et emplois par million d'euros de demande finale en 1995	14
Tableau 4.	Participation étrangères dans quelques entreprises de l'armement en Belgique	15
Tableau 5.	Les licences en 2005 selon les rapports régionaux et le 8e rapport du COARM (nombre et valeur en euros)	19
Tableau 6.	Ventilation par pays des licences d'exportations accordées en 2005 (en euros)	20
Tableau 7.	Répartition des exportations wallonnes d'armements	21
Graphique 1.	Pays de destination des exportations d'armements de la région wallonne (estimation)	22
Graphique 2.	Pays de destination des exportations d'armements de la région flamande	22
Graphique 3.	Pays de destination des exportations d'armements de la région de Bruxelles-capitale	23
Graphique 4.	Pays de destination des exportations d'armements de l'armée belge	24

Introduction

Statistiquement, il n'existe pas de « secteur de l'armement » dans les comptes nationaux en Belgique. Disséminées entre les différentes branches de l'industrie manufacturière, principalement dans le secteur des fabrications métalliques, les entreprises qui ont une activité de production d'armements et d'équipements à usage militaire constituent un secteur au périmètre très difficile à définir. Quel est donc l'intérêt de se livrer à un tel exercice ?

Tout d'abord, ce sont elles qui répondent à la demande de l'autorité publique afin de mettre en œuvre la politique de défense. Offre et demande d'armements se rencontrent sur un marché particulier, sensiblement différent des marchés civils plus concurrentiels, et dont les caractéristiques et le fonctionnement sont sources de défaillances qui impliquent l'intervention fréquente des pouvoirs publics. Dans ce contexte, définir et évaluer l'importance de ce secteur, agissant sur un marché aux caractéristiques originales, est la base d'une réflexion sur l'économie d'armement et de l'analyse de l'impact des dépenses de défense dans le processus économique.

Deuxièmement, conséquence directe de la fin de confrontation Est-Ouest, mais aussi de la crise des finances publiques qui a sévi dans la plupart des pays, les entreprises de l'armement ont été confrontées à un marché des armements conventionnels en très forte contraction depuis 1987¹. Constats de surcapacité, restructurations, fermetures, fusions et acquisitions, désengagement de l'État et changements importants dans la propriété du capital : les entreprises européennes de l'armement ont traversé à partir de la fin des années 80 une période tourmentée. Les ajustements structurels qui se sont opérés ont été lourds à supporter, tant sur le plan économique que social. En Belgique, c'est dès le début des années 80 que les industries de l'armement entrent dans la tempête, bien avant leurs homologues européennes. Une crise précoce qui s'expliquait par la forte diminution des achats d'équipements du ministère de la Défense nationale qui a suivi les grands programmes de rééquipement des années 70. Aujourd'hui, la plupart des entreprises a achevé ce redimensionnement et connaît un certain répit, voire un réel redémarrage, en phase d'ailleurs avec la régénération et la conso-

lidation du système militaro-industriel observée, principalement aux États-Unis, depuis le tournant du siècle².

Ensuite, on constatera que les entreprises belges du secteur de l'armement sont surtout exportatrices : la part de production destinée à répondre à la demande nationale en équipement de défense est marginale. Pour beaucoup d'entre elles, les clients sont essentiellement des pays en voie de développement. Le commerce extérieur de l'armement déborde donc aussi sur le terrain de la politique étrangère et de la coopération au développement, et pose d'emblée le problème de la relation entre l'aide au développement et le niveau des dépenses militaires des pays bénéficiaires de cette aide. Beaucoup de pays pauvres dépensent en effet trois à quatre fois plus pour leur « défense » que pour la santé et l'éducation. Peu d'entreprises belges d'armement pourraient cependant atteindre leur seuil de rentabilité sans cet accès aux marchés exotiques.

Contrairement aux grands pays européens, la France et le Royaume-Uni en particulier, la production d'armement en Belgique n'est pas, et n'a jamais été, un instrument privilégié d'expression de la souveraineté ou de la puissance de l'État dans la communauté internationale. La Belgique, et a fortiori les régions qui sont désormais compétentes, n'a pas de politique industrielle spécifique à la défense, ni d'ailleurs d'intérêts géostratégiques qui pourraient la soutenir et la justifier. Au fil des ans, une bonne partie des entreprises du secteur de l'armement est passée sous le contrôle d'un actionnaire étranger sans objections majeures des pouvoirs publics, à l'exception notable, bien entendu, du veto opposé par le gouvernement régional wallon à la tentative de rachat du Groupe Herstal par l'Américain Colt Manufacturing en 1997. Les enjeux sociaux et politiques du secteur « traditionnel » de l'armement (les armes, munitions et explosifs) dépassent aujourd'hui rarement ceux du maintien de l'emploi local.

1. Voir Luc Mampaey, *Dépenses militaires et transferts d'armements conventionnels*, Compendium 2007-2008, Rapport du GRIP 2007/7.

2. Voir pour notre analyse : Luc Mampaey et Claude Serfati, « Les groupes de l'armement et les marchés financiers : vers une convention "guerre sans limites" ? », dans F. Chesnais, *La finance mondialisée*, La Découverte, Paris, 2004. Cet article est aussi disponible sur : <http://www.grip.org/bdg/pdf/g1014.pdf>

Une dernière remarque concerne les conditions dans lesquelles ce rapport a été réalisé. Depuis sa création en 1979, le GRIP a réalisé plusieurs études sur l'industrie belge de l'armement. Les deux plus récentes datent respectivement de 1994, à la demande de la Direction générale de l'économie et de l'emploi (DGEE) de la Région wallonne dans le cadre du programme KONVER de la Commission européenne, et de 1998, à la suite de la décision des Services fédéraux pour les affaires scientifiques, techniques et culturelles (SSTC, aujourd'hui Politique scientifique fédérale) de désigner un chercheur du GRIP pour représenter la Belgique dans le cadre de l'action COST-A10 de la Commission européenne. La radiographie présentée dans ce rapport repose exclusivement sur des données publiques, ce qui engendre inévitablement certaines lacunes, notamment quant à l'identification de la sous-traitance (et donc des emplois indirects créés),

ou de l'importance des aides et subsides reçus par le secteur. Par conséquent, cette étude mériterait certainement d'être approfondie à l'avenir, avec le concours actif des pouvoirs publics, la collaboration des entreprises et de leurs représentations syndicales, ainsi que les milieux académiques impliqués dans le développement régional.

La première partie de ce rapport constitue une présentation générale mettant en évidence les caractéristiques sectorielles et régionales du secteur, son poids économique, la nationalité des firmes au terme du processus de restructuration des années 90, ainsi que leur profil à l'exportation. La seconde partie est constituée de fiches d'identité et de chiffres clés pour les 54 entreprises de notre échantillon représentatif du secteur de l'armement en Belgique.

1. Les caractéristiques de la production d'armement en Belgique

1.1. Un périmètre difficile à définir

Dans le cadre de ce rapport, nous considérons l'industrie de l'armement dans une acception assez large, dépassant largement les entreprises correspondant à la rubrique « armes et munitions » dans les statistiques de la Banque nationale de Belgique. En effet, la plupart des entreprises du secteur aéronautique et de l'électronique sont impliquées à des degrés divers dans le développement d'armements. De même, une entreprise de confection d'uniformes et de tenues de combat telle que Seyntex, à Tielt, est considérée comme une firme d'armement dans la mesure où son activité est directement fonction de la dimension et de l'équipement des forces armées. La question se pose aussi de savoir à partir de quelle proportion du chiffre d'affaires réalisé dans l'armement une entreprise est considérée comme faisant partie du « secteur de l'armement ». Ce problème de définition est renforcé par l'absence d'agrégat « armement » ou « défense » dans la comptabilité nationale. Cette situation n'est pas particulière à la Belgique, mais la taille des complexes militaro-industriels dans les grands États rend les entreprises, du moins les principales, beaucoup plus visibles que chez nous où, malgré une timide ouverture, la discrétion est encore souvent la règle.

Nous avons donc à définir un secteur au périmètre difficile à fixer, correspondant à un échantillon non exhaustif d'entreprises impliquées à des degrés divers dans la production d'armement, en étant bien conscients que le secteur ainsi défini relève partiellement d'un choix qui n'est pas à l'abri des critiques. Ceci est d'autant plus vrai que la part de l'armement dans la production totale d'une entreprise est également fortement variable d'une entreprise à l'autre, mais aussi d'un exercice à l'autre dans une même entreprise. En effet, à l'exception de quelques entreprises exclusivement ou majoritairement militaires telles que FN Herstal, Forges de Zeebrugge, MECAR, Sabiex ou Varec, un grand nombre d'entreprises sont largement diversifiées et de moins en moins dépendantes des commandes militaires. Ces entreprises ont, et entretiennent, un savoir-faire dans le domaine de l'armement et

l'exploitent lorsque des contrats se présentent, mais peuvent le mettre en veille en période de « vaches maigres » militaires sans que cela n'affecte gravement la bonne marche de l'activité.

Enfin, il existe aussi des entreprises qui préfèrent dissimuler autant que possible leurs activités militaires. Cette attitude est caractéristique de certaines entreprises du secteur de l'électronique situées en Flandre. Dans cette région, tant les dirigeants de sociétés que les pouvoirs publics sont parfois soucieux de ne pas heurter une opinion publique très attachée à conserver l'image de peuple « pacifiste » qu'elle a d'elle-même, en contraste avec la caricature d'une Wallonie « marchande de canons ». Déterminer le poids de l'activité militaire dans des groupes tels que Barco ou Telindus s'oppose toujours à certaines réticences. Cependant, il faut éviter de se laisser enfermer dans ce type de caricature. De plus en plus d'entreprises flamandes assument pleinement leurs activités dans le domaine de l'armement et adoptent une stratégie de communication et de transparence qui pourrait être prise en exemple. Nous verrons d'ailleurs que, des trois régions, la Flandre a opté pour la communication la plus régulière et transparente (sans pour autant être parfaite) en matière d'exportations d'armes, depuis la régionalisation survenue en juillet 2003.

Dans cette étude, nous avons constitué un échantillon de 54 entreprises que nous pouvons considérer comme représentatif du secteur de l'armement en Belgique. Nous avons pris comme base de départ les 44 entreprises belges membres du secteur « Sécurité et Défense » au sein d'AGORIA, la fédération multisectorielle de l'industrie technologique. Nous avons complété cet échantillon avec 8 entreprises non répertoriées dans le secteur « Sécurité et Défense » d'AGORIA, mais qui ont néanmoins un lien avec l'armement et figurent dans la base de données « wapenproductie.be » élaborée par l'ONG flamande « Forum voor vredesactie » avec le soutien de la Fondation Roi Baudouin³. Nous y avons ajouté deux entreprises qui ne figurent dans aucune de ces deux sources, PB Clermont à Engis et Seyntex à Tielt. Ceci nous donne donc un échantillon de 54 entreprises, toutefois très diverses, certaines étant en effet totalement dépendantes des commandes d'armement, d'autres n'exécutant de telles commandes que de manière occasionnelle (tableau 1).

3. <http://wapenproductie.be>

Tableau 1. Le secteur belge de l'armement : un échantillon de 54 entreprises

Nom de l'entreprise et secteur d'activité (1)		Localité	Site Internet
1	Advanced Coating, SA	C 4000 Liège (Sclessin)	http://www.advanced-coating.com/
2	Alcatel Alenia Space Antwerp, NV	B 2660 Hoboken	http://www1.alcatel-lucent.com/space/belgium/
3	Alcatel Alenia Space ETCA, SA	B 6032 Mont-sur-Marchienne	http://www1.alcatel-lucent.com/space/etca/
4	Asco Industries, SA-NV	B 1150 Bruxelles	http://www.asco.be/
5	Barco, NV	B 8500 Kortrijk	http://www.barco.com/
6	BATS Belgian Advanced Technology Systems, SA	B 4031 Angleur	http://www.bats.be/
7	Bombardier Transportation Belgium, SA-NV	C 8200 Brugge	http://www.transportation.bombardier.com/
8	Britte, SA	C 4683 Vivegnis (Oupeye)	http://www.britte.be/
9	Browning International, SA	A 4040 Herstal	http://www.browningint.com/
10	Capaul, SA	C 4700 Eupen	http://www.capaul.be/
11	Cegelec, SA-NV	B 1200 Bruxelles	http://www.cegelec.fr/presence/fiches/Benelux.htm
12	Cherokee Europe, SA	B 1300 Wavre	http://www.cherokee.be/
13	Clark Masts Teksam, NV	C 3600 Genk	http://www.teksam.be/
14	CMI, Cockerill Maintenance et Ingénierie, SA	C 4100 Seraing	http://www.cmi.be/
15	Coretec Engineering, SA	C 4031 Angleur	http://www.coretec.be/
16	EADS Defence and Security Systems Belgium, NV	B 8020 Oostkamp	http://www.eads.com/
17	EDB Engineering, SA	A 4141 Louveigné (Sprimont)	http://www.edb.be/ (3)
18	EMG Tilco, NV	C 3150 Tildonk (Haacht)	http://www.emgtlco.be/
19	Eurair, NV (BMT Aerospace)	B 8020 Oostkamp	http://www.eurair.be
20	Fabricom GTI, SA-NV	C 1180 Bruxelles	http://www.fabricom-gti.com/
21	FN Herstal, SA	A 4040 Herstal	http://www.fnherstal.com/
22	Forges de Zeebrugge, SA	A 4040 Herstal	http://www.fz.be/
23	GE Inspection Technologies, BVBA	C 2600 Berchem	http://www.geinspectiontechnologies.com/
24	Hexcel Composites, SPRL	B 4840 Welkenraedt	http://www.hexcel.com/
25	Honeywell, SA-NV	B 1140 Bruxelles	http://www.honeywell.be/
26	Mecar, SA	A 7181 Pt-Roieux-Lez-Nivelles	http://mecar.post-site.com/
27	New Lachaussee, SA	A 4040 Herstal	http://www.lachaussee.com/
28	Nexans Harnesses, NV-SA	B 1654 Huizingen (Beersel)	http://www.nexans.be/
29	OIP Sensor Systems, Optronics Instr. & Products, NV	B 9700 Oudenaarde	http://www.oip.be/
30	Parker Hannifin, SA	B 1400 Nivelles	http://www.parker.com/be/
31	PB Clermont, SA	A 4480 Engis	http://www.pb-clermont.be/
32	PF, Precimetal Fonderie de Précision, SA	C 7180 Seneffe	http://www.precimetal.be/
33	Sabca, SA-NV	B 1130 Bruxelles	http://www.sabca.com/
34	Sabca Limburg, NV	B 3560 Lummen	http://www.sabca.com/
35	Sabiex International, SA	C 1420 Braine-l'Alleud	http://www.sabiex.com/
36	Savimetal A.G., SA	C 4780 Saint-Vith	http://www.savimetal.be/
37	Seyntex, NV	D 8700 Tielt	http://www.seyntex.com/
38	Siemens, SA-NV	B 1070 Bruxelles	http://www.siemens.be
39	Sioen, NV	D 8850 Ardooie	http://www.sioen.be/
40	SKB, SA	C 2030 Antwerpen	http://www.skb.be/
41	Sonaca, SA	B 6041 Gosselies	http://www.sonaca.be/
42	Spacebel, SA	B 4031 Angleur	http://www.spacebel.be/
43	Sun Microsystems Belgium, NV-SA	B 1932 Sint-Stevens-Woluwe	http://be.sun.com/
44	TAC Technical Airborne Components Industries, SPRL	B 4041 Milmort (Herstal)	http://www.mckechnieaerospace.com/ (2)
45	Techspace Aero, SA	B 4041 Milmort (Herstal)	http://www.techspace-aero.be/
46	Televic, NV	B 8870 Izegem	http://www.televic.com/
47	Telindus, NV-SA	B 3001 Heverlee (Leuven)	http://www.telindus.be/
48	Thales Communications Belgium, SA	B 1480 Tubize	http://www.thalesgroup.com/
49	Tyco Electronics Raychem, N.V	B 3010 Kessel-Lo (Leuven)	http://www.tycoelectronics.com/
50	Vanhulen High Precision Springs PLC, SA	C 4040 Herstal	http://www.vanhulen.be/
51	Varec, NV	C 2800 Mechelen	http://www.varec.be/
52	Verhaert Space, NV	B 9150 Kruikebeke	http://www.verhaertspace.com/
53	VRcontext, SA-NV	B 1160 Bruxelles	http://www.vrcontext.com/
54	Widney Europe, SA	C 1400 Nivelles	http://www.widneyeurope.com/ (3)

(1) Secteurs d'activité :

- A = Armes, Munitions et Explosifs
- B = Aéronautique, Spatial et Electronique
- C = Mécanique, Véhicules et Naval
- D = Textile et Equipement divers

(2) Choisir le lien "TAC" dans la rubrique "Structures"

(3) Site en construction

Source : GRIP, 2007.

1.2. Structure régionale et sectorielle

Nous pouvons répartir la production belge d'armement en quatre grands pôles d'activités (tableaux 1). Le premier pôle, « Armes, munitions et explosifs » (A), est constitué des entreprises dites « traditionnelles » de l'armement. Il concerne la production des armes légères, des munitions et des roquettes, des poudres et explosifs, et des équipements et outillages spécifiques à la fabrication d'armes ou de munitions. Ces entreprises, au nombre de 7 dans notre échantillon, sont toutes situées en Région wallonne, ont une activité dépendant presque exclusivement de contrats militaires, sont intensives en main-d'œuvre, et fortement dépendantes des exportations extracommunautaires. Ce secteur est toutefois en mutation. L'époque où un fusil d'assaut se composait d'un simple tube d'acier monté sur une crosse en bois est révolu. Les armes légères et les munitions intègrent désormais souvent des composants de haute technologie (optronique et systèmes de visée, systèmes de guidage de précision, etc.), et les entreprises ont de plus en plus un rôle d'intégrateur de systèmes qui suppose la maîtrise de technologies de pointe et une main d'œuvre beaucoup plus qualifiée que dans le passé. C'est indiscutablement le cas d'entreprises telles que FN Herstal ou Forges de Zeebrugge qui pourraient de ce fait aussi figurer dans la catégorie suivante.

Le deuxième pôle, « Aéronautique, électronique et spatial » (B), a longtemps vu son activité militaire dépendre des accords de compensation économique liés aux achats d'équipements du ministère de la Défense nationale. Ces entreprises disposaient néanmoins aussi de meilleurs atouts pour réussir leur diversification, d'une part grâce au caractère fortement dual des technologies qu'elles maîtrisent, et d'autre part grâce aux aides publiques qui leur ont permis d'intégrer de grands programmes européens ou internationaux (Airbus, Agence spatiale européenne, le réacteur civil CFM-56...) dès la fin des années 70, lorsque s'achevaient les grands programmes d'équipements du ministère de la Défense. Il s'agit d'un pôle d'activité qui a subi de plein fouet les grandes restructurations européennes engendrées par la constitution des géants BAE Systems, EADS, Thales et plus récemment Safran. Il est cependant de moins en moins dépendant des activités strictement militaires :

à titre d'exemple, l'activité militaire de Sonaca, hors Airbus A400M, est actuellement inférieure à 1% de son chiffre d'affaires, alors qu'elle en représentait 90% en 1980, et encore 25% en 1991. Cette tendance peut se vérifier dans toutes les entreprises du secteur aéronautique. La fragilité actuelle de ce domaine d'activité tient d'une part aux fluctuations importantes du marché aéronautique et à la pression continue sur les prix imposée par les maîtres d'œuvres, mais surtout, d'autre part, à la faiblesse du dollar qui pèse fortement sur les résultats des entreprises. Vingt-neuf entreprises constituent ce pôle, 11 en Wallonie, 12 en Flandre et 6 à Bruxelles (ces dernières ayant parfois des sites dans d'autres régions). Cette prépondérance n'est pas étonnante, étant donné l'importance du secteur aéronautique en Région wallonne, mais également l'intégration croissante d'électronique et de technologie de l'information dans les systèmes d'armes modernes.

Le troisième pôle regroupe les entreprises qui ont une activité dans les domaines de la « Mécanique, véhicules et naval » (C). Il y a quelques années, comme c'est encore le cas dans la plupart des pays voisins, la construction navale aurait constitué un secteur en soi. De faillites en liquidations, la plus grande partie des chantiers navals belges ont cependant progressivement disparu du paysage industriel, à l'exception des sites de SKB à Anvers et Ostende⁴. Les dernières décisions du ministère belge de la Défense en ce qui concerne la modernisation de la composante maritime (achat de frégates d'occasion néerlandaise ou recours à des chantiers français) semblent toutefois avoir sonné le glas de l'activité militaire de ces chantiers. L'activité militaire de SKB se limite désormais à quelques rares travaux d'entretien pour la composante maritime de l'armée belge et nous avons donc préféré l'inclure dans le secteur de la construction mécanique et des véhicules militaires. Ce pôle compte 16 entreprises, 10 en Région wallonne et 6 en Région flamande. Outre quelques entreprises spécialisées dans la construction ou la transformation de véhicules blindés (CMI à Seraing, et Sabiex à Braine l'Alleud) ou de sous-ensembles pour

4. Voir Luc Mampaey, « Une fin sans acharnement pour la construction navale belge », dans Roland de Penanros et Thierry Sellin, *Géopolitique et industries navales : l'épreuve de la globalisation*, CIRPES, 2003.

véhicules militaires (Widney Europe à Nivelles et Clark Masts Teksam à Genk), il comprend principalement de petites entreprises spécialisées dans la fonderie, la mécanique de précision, l'usinage et les contrôles non destructifs.

Le quatrième et dernier pôle - « Textiles et équipements divers » (D) - ne regroupe que 2 entreprises situées en Région flamande, Seyntex à Tielt et Sioen à Aardooie. Elles sont spécialisées, notamment, dans la fabrication de textiles et protections militaires, tels que les tenues de protection NBC, les gilets pare-balles, les tentes et abris spécifiques ou les accessoires de camouflages.

1.3. Le poids économique de l'armement en Belgique

Il y a un peu plus de 20 ans le secteur fournissait encore environ 30 000 emplois, ce qui n'est guère étonnant si l'on se souvient que la FN Herstal occupait à elle seule plus de 10 000 personnes au milieu des années 70, alors qu'ils sont moins de 1 000 aujourd'hui.

Selon le BDSI (*Belgian Defence and Security Industry Group*, Agoria), le nombre d'emplois directs dépendant du secteur de l'armement se situe actuellement entre 6 000 et 7 000 pour l'ensemble de la Belgique. Le chiffre d'affaires est estimé par Agoria à environ 600 millions d'euros. En un peu plus de 20 ans, 4/5 des emplois ont donc été perdus. La méthodologie utilisée pour produire cette estimation reste cependant peu claire. En effet, elle repose probablement sur une simple addition des données fournies par les 44 entreprises membres du BDSI au sein d'Agoria, tout en sachant que la détermination de la proportion de l'emploi et du chiffre d'affaires qui dépendent réellement de l'armement dans ces entreprises reste la plupart du temps un exercice périlleux, faute d'une communication satisfaisante des firmes.

Le rapport « faits et chiffres 2005-2006 »⁵ d'Agoria pour l'industrie technologique en Wallonie crédite le secteur « Aérospatiale et sécurité & défense » d'un chiffre d'affaires de 783 millions d'euros et de 5 196 emplois pour l'exercice 2005. Mais il est bien entendu que l'ensemble de ce secteur ne dépend pas uniquement de l'armement ; ces chiffres englobent donc aussi les activités aéronautiques et spatiales civiles. Par contre, les rapports « faits et chiffres 2005-2006 » d'Agoria pour l'industrie

technologique en Flandre et à Bruxelles ne mentionnent pas de secteur « aérospatiale et sécurité & défense ». Les firmes dépendant de l'armement sont donc réparties dans d'autres catégories, « Lucht-en ruimtevaart », ou « Elektrotech-niek » par exemple. Nous avons donc pour ces deux régions encore moins d'information que pour la Région wallonne.

Estimation de l'emploi direct et du chiffre d'affaire dépendant de l'armement

Peu d'entreprises donnent une information précise quant à la ventilation de leur chiffre d'affaires entre activités civiles et activités militaires. Pour certaines d'entre-elles, nous savons que l'activité est totalement, ou à peu de chose près, dédiée à la production d'armement et d'équipements militaires (FN Herstal, Forges de Zeebrugge, Sabiex, Varec, etc.). Techspace Aero est l'une des rares entreprises à donner précisément, dans ses comptes annuels, la proportion de son chiffre d'affaires dépendant de la défense (16% en 2005). Sonaca indique que moins de 1% de son chiffre d'affaire était encore dû à l'armement en 2005, précisant toutefois que ce chiffre est « hors Airbus A400M » ; mais le rapport annuel de Sonaca n'indique pas ce que représente réellement l'avion de transport militaire A400M dans l'ensemble des programmes Airbus de l'entreprise. Pour toutes les autres, nous n'avons d'autres solutions que de scruter la presse spécialisée et le contenu de leurs sites Internet, à la recherche de toute information permettant de mieux cerner leurs activités à vocation militaire.

Nous avons procédé, sur ces bases, à une estimation de l'activité dépendant de l'armement pour chacune des 54 entreprises de notre échantillon, en leur attribuant un coefficient de dépendance entre 5 et 100% (tableau 2). Ce coefficient est appliqué de manière identique aux données relatives au chiffre d'affaires et à l'emploi, afin de déterminer la proportion de ces valeurs dépendant de l'armement. Ceci introduit inévitablement un premier biais dans la mesure où la productivité du travail peut varier selon le secteur d'activité.

La composition de notre échantillon comporte un second biais qu'il convient de mentionner : certaines petites entreprises, particulièrement dans le domaine de l'usinage, de la mécanique de précision

5. www.agoria.be

Tableau 2. Répartition régionale, chiffre d'affaires (en milliers d'euros) et emploi de l'industrie belge de l'armement en 2005

Nom de l'entreprise et secteur d'activité ⁽¹⁾	N° entreprise	Chiffre d'affaires	Emploi moyen (ETP)	Dépendance de l'armement			
				% de l'activité	Chiffre d'affaires	Emploi moyen	
<i>(estimations du GRIP)</i>							
Région wallonne							
1 Advanced Coating, SA	C	458 085 072	1 840	17	10	184	2
2 Alcatel Alenia Space ETCA, SA	B	437 598 573	50 218	520	25	12 555	130
3 BATS Belgian Advanced Technology Systems, SA	B	426 492 865	1 367	6	50	684	3
4 Britte, SA	C	404 400 027	6 056	64	25	1 514	16
5 Browning International, SA	A	430 037 226	52 285	89	50	26 143	45
6 Capaul, SA	C	413 664 814	5 550	45	10	555	5
7 Cherokee Europe, SA	B	462 313 876	39 549	250	10	3 955	25
8 CMI, Cockerill Maintenance et Ingénierie, SA	C	422 362 447	179 139	905	25	44 785	226
9 Coretec Engineering, SA	C	866 307 988	—	1	10	—	0
10 EDB Engineering, SA	A	454 960 187	—	12	100	—	12
11 FN Herstal, SA	A	441 928 931	117 548	978	100	117 548	978
12 Forges de Zeebrugge, SA	A	434 342 145	21 997	46	100	21 997	46
13 Hexcel Composites, SPRL	B	402 459 235	24 500	231	10	2 450	23
14 Mecar, SA	A	466 712 134	108 117	348	100	108 117	348
15 New Lachaussée, SA	A	446 425 969	16 395	71	100	16 395	71
16 Parker Hannifin, SA	B	406 018 541	20 513	36	10	2 051	4
17 PB Clermont, SA	A	441 128 086	13 708	107	80	10 966	86
18 PFP, Precimetal Fonderie de Précision, SA	C	418 306 164	11 871	155	10	1 187	16
19 Sabca, SA	B	—	52 711	457	50	26 355	229
20 Sabiex International, SA	C	435 148 928	13 237	45	100	13 237	45
21 Savimetal A.G., SA	C	405 850 374	13 679	72	10	1 368	7
22 Sonaca, SA	B	418 217 577	225 426	1 809	10	22 543	181
23 Spacebel, SA	B	435 536 532	5 869	53	10	587	5
24 TAC Technical Airborne Components Industries, SPRL	B	475 197 357	14 843	94	10	1 484	9
25 Techspace Aero, SA	B	432 618 812	309 913	1 253	16	49 586	200
26 Thales Communications Belgium, SA	B	438 546 896	32 024	138	100	32 024	138
27 Vanhulen High Precision Springs PLC, SA	C	404 447 933	8 081	70	10	808	7
28 Widney Europe, SA	C	400 359 382	—	26	50	—	13
Total Région wallonne		1 346 436	7 899	—	—	519 077	2 869
Région flamande							
1 Alcatel Alenia Space Antwerp, NV	B	462 814 714	12 338	74	20	2 468	15
2 Barco, NV	B	473 191 041	420 360	1 818	20	84 072	364
3 Bombardier Transportation Belgium, SA-NV	C	405 129 408	204 430	779	10	20 443	78
4 Clark Masts Teksam, NV	C	414 041 530	4 716	41	20	943	8
5 EADS Defence and Security Systems Belgium, NV	B	477 143 394	24 713	193	100	24 713	193
6 EMG Tilco, NV	C	425 988 069	—	30	10	—	3
7 Eurair, NV (BMT Aerospace)	B	426 795 248	15 074	16	10	1 507	2
8 GE Inspection Technologies, BVBA	C	860 683 176	281	22	10	28	2
9 Nexans Harnesses, NV-SA	B	432 100 455	19 224	99	10	1 922	10
10 OIP Sensor Systems, Optronics Instr. & Products, NV	B	433 460 930	17 454	50	90	15 709	45
11 Sabca Limburg, NV	B	438 251 146	8 592	65	25	2 148	16
12 Seyntex, NV	D	423 039 962	55 372	160	10	5 537	16
13 Sioen, NV	D	478 652 141	64 983	84	10	6 498	8
14 SKB, SA	C	454 512 801	—	23	10	—	2
15 Sun Microsystems Belgium, NV-SA	B	442 531 519	57 896	177	10	5 790	18
16 Televic, NV	B	402 757 955	18 306	138	10	1 831	14
17 Telindus, NV-SA	B	442 257 642	165 659	600	5	8 283	30
18 Tyco Electronics Raychem, N.V	B	405 721 306	294 633	741	10	29 463	74
19 Varec, NV	C	438 592 824	6 877	43	100	6 877	43
20 Verhaert Space, NV	B	439 039 321	18 275	65	25	4 569	16
Total Région flamande		1 409 183	5 218	—	—	222 801	957
Région de Bruxelles-capitale							
1 Asco Industries, SA-NV	B	441 428 489	149 227	523	10	14 923	52
2 Cegelec, SA-NV	B	413 664 814	186 670	1 609	5	9 334	80
3 Fabricom GTI, SA-NV	C	425 702 910	638 291	3 967	5	31 915	198
4 Honeywell, SA-NV	B	402 220 891	77 754	291	5	3 888	15
5 Sabca, SA-NV	B	405 770 992	105 421	457	50	52 711	229
6 Siemens, SA-NV	B	404 284 716	1 146 443	3 147	5	57 322	157
7 VRcontext, SA-NV	B	472 230 246	986	8	5	49	0
Total Région de Bruxelles-capitale		2 304 792	10 002	—	—	170 140	732
Total Belgique		5 060 411	23 119	—	—	912 018	4 558

(1) Secteurs d'activité :

A = Armes, Munitions et Explosifs; B = Aéronautique, Spatial et Electronique; C = Mécanique, Véhicules et Naval; D = Textile et Equipement divers

italique : chiffre d'affaire de l'exercice 2004 (2003 pour Clark Masts Teksam)

- : donnée non disponible

Source : GRIP, 2007 et BelFirst.

ou du traitement de surface, sont manifestement des firmes sous-traitantes d'entreprises plus importantes de l'échantillon. Elles devraient donc, à ce titre, être considérées comme génératrices d'une partie de l'emploi indirect. L'identification des relations de sous-traitance et de l'emploi indirect est toutefois un exercice complexe dans l'armement ; nous reviendrons sur cette question dans la section suivante. Cette remarque met néanmoins en évidence le fait qu'une approche plus rigoureuse conduirait probablement à des chiffres légèrement plus faibles.

Nous estimerons, finalement, l'emploi direct généré par la production d'armement en Belgique à environ 4 500 unités, pour un chiffre d'affaires global d'environ 900 millions d'euros.

Comme l'indique le tableau 2, la répartition régionale de ces emplois et chiffres d'affaires générés par la production d'armement s'établit de la manière suivante : 63% des emplois directs (2 869 unités) et 57% du chiffre d'affaires en Région wallonne⁶ ; 21% des emplois directs (957) et 24% du chiffre d'affaires en Région flamande⁷ ; 16% de l'emploi direct (732 unités) et 19% du chiffre d'affaires en région de Bruxelles-Capitale.

La difficile estimation du multiplicateur d'emploi

En décembre 2005, au moment où était discutée la proposition de loi visant à interdire la fabrication des armes à sous-munitions, le porte-parole de l'industrie belge de l'armement déclarait lors d'une audition au parlement que le vote de ce texte menaçait 55 emplois directs aux Forges de Zeebrugge, et 250 emplois indirects dans la région liégeoise⁸. Quelques semaines plus tard, 27 dirigeants d'entreprises du secteur adressaient aux parlementaires une lettre dans laquelle ils s'inquiètent de ce que le groupe français Thalès pourrait délocaliser la production des Forges de Zeebrugge en cas d'adoption de la loi sur les sous-munitions, ce qui entraînerait, selon eux, la « perte de 70 emplois directs auxquels il faut ajouter 180 emplois indirects »⁹. Deux estimations différentes, pourtant toutes deux émises par les dirigeants du secteur.

Les estimations de l'emploi généré par l'armement peuvent aussi parfois se révéler franchement cocasses. Très opposée à la loi Onkelinx sur la détention et le commerce des armes, finalement

adoptée le 18 mai 2006, l'UNACT (l'Union nationale de l'armurerie, de la chasse et du tir) s'est retranchée derrière une étude réalisée par l'université de Gand, et citée dans un rapport d'une commission sénatoriale de février 2003, pour affirmer que « le secteur de l'arme de chasse et de sport représentait 20 000 emplois dans notre pays et générerait un chiffre d'affaires de 600 millions d'euros »¹⁰,... à lui seul ! En réalité, l'étude de la *RU Gent* attribuait 6 (500 emplois au secteur du tir sportif et de la chasse, tandis que le chiffre de 20 000 emplois était celui communiqué par le ministre de l'économie à la commission sénatoriale pour l'ensemble du « secteur des armes »¹¹. Ces chiffres sont cependant, l'un et l'autre, manifestement exagérés.

Tantôt produits de la manipulation des lobbies, tantôt victimes des déclarations approximatives d'un ministre mal informé, le nombre d'emplois créés par l'armement est l'objet de tous les amalgames et la confusion entre emplois directs et indirects est permanente. Cependant, abstraction faite des enjeux politiques et des intérêts partisans, il est toujours vrai qu'une estimation objective n'est pas simple.

L'impact total du secteur en termes d'emploi peut être estimé par l'addition de trois effets économiques :

- l'emploi **direct** généré par l'industrie : ce sont ses salariés employés dans la conception, la production et la maintenance des équipements, systèmes ou sous-système d'armes spécifiquement militaires, leur nombre étant facile à déterminer à partir des rapports annuels des entreprises;
- l'emploi **indirect** : ce sont les salariés des fournisseurs, sous-traitants et prestataires de service, donc des emplois générés dans d'autres secteurs par l'activité de l'industrie (achats de biens et services, fourniture d'énergie, transports, matières premières, etc.) ;
- l'emploi **induit** : les salariés concernés par la consommation des ménages des salariés de l'industrie, de ses fournisseurs et leurs ménages ;

6. Trois entreprises wallonnes, sur les 28 que comptent notre échantillon, n'ont pas publié leur chiffre d'affaires.

7. Deux entreprises flamandes, sur les 20 que comptent notre échantillon, n'ont pas publié leur chiffre d'affaires.

8. *La Libre Belgique*, 20/12/2005.

9. *La Libre Belgique*, 10/02/2006.

10. *De Tijd*, 7/10/2004.

11. Document législatif 2-1158/9 du 23 février 2003.

il est créé dans tous les domaines du fait de la présence de l'emploi direct dans une région : de l'épicier au bistrot, en passant par le personnel de crèche par exemple.

On peut ainsi définir un **multiplicateur d'emploi**, défini par division de l'effet cumulé (c'est-à-dire l'emploi indirect et induit) par l'effet direct engendré par la demande. À titre d'exemple, un multiplicateur de 0,8 signifie ainsi que 100 emplois directs génèrent 80 emplois indirects ou induits. Un multiplicateur de 1,5 signifie que 100 emplois directs génèrent 150 emplois indirects ou induits.

On utilise généralement pour le calcul de ce multiplicateur un tableau entrées-sorties (Input-Output), c'est-à-dire un tableau qui fournit une description détaillée des activités de production intérieures et des opérations sur produits d'une économie. Il montre l'interdépendance entre les branches en indiquant les biens et services qui entrent dans la production d'autres biens et services, et les utilisations finales des produits. Il donne également la structure des coûts de production des branches¹².

Peu d'études de ce type se sont appliquées directement au secteur de l'armement, hormis les travaux renommés du professeur Keith Hartley de l'université de York depuis plusieurs années. Ils concernent naturellement l'industrie de l'armement britannique, et nous apprennent par exemple que ce multiplicateur a varié, au Royaume-Uni, entre 0,83 en 1980 et 0,84 en 2000. Il faut cependant préciser que le multiplicateur de Hartley ne tenait pas compte de l'emploi induit, mais seulement de l'emploi indirect¹³.

En Belgique, le Bureau fédéral du Plan publie régulièrement des données relatives au multiplicateur de l'emploi (prenant en compte l'emploi indirect et induit) pour les principales branches de la production industrielle en Belgique. Le *Working Paper* 18-03 du Bureau du plan (octobre 2003) nous révèle ainsi que ce multiplicateur d'emploi, basé sur le tableau entrées-sorties de 1995, varie dans une fourchette de 1,104 pour les produits sylvicoles à 3,589 pour la branche des produits énergétiques. Le multiplicateur moyen pour l'ensemble des branches est, selon le Bureau du plan, de 1,52.

Rappelons une fois encore qu'il n'existe pas de branche « armement » dans les statistiques belges. Cependant, le multiplicateur pour le secteur de l'armement ne pourrait être très différent de celui des branches dont il dépend, et cela d'autant

moins que les firmes d'armement sont diversifiées. Nous avons donc reproduit, dans le tableau 3, les multiplicateurs d'emploi de 10 branches de l'industrie technologique auxquelles sont le plus susceptibles d'appartenir les entreprises de notre échantillon représentatif du secteur de l'armement. Nous pouvons ainsi observer que le multiplicateur d'emploi varie de 1,162 pour la branche « machines de bureau et matériel informatique », à 2,173 pour la branche « produits de l'industrie automobile ». La moyenne pour les 10 branches technologiques de notre tableau 3 s'établit à 1,6.

Si nous appliquons ce multiplicateur d'emploi moyen de 1,6 à l'emploi direct généré par la production d'armement dans les 54 entreprises de notre échantillon, nous obtenons un résultat de 7 200 emplois indirects et induits dérivant de la production d'armement en Belgique.

Comme toute activité industrielle, la production d'armement génère donc un certain nombre d'emplois indirects et induits, mais nous sommes incontestablement très loin des chiffres extraordinaires mis en avant par les représentants - dirigeants ou syndicats - du secteur de l'armement dès que se profile une décision politique qui pourrait ne pas servir leurs intérêts. **Notre estimation suggère que le secteur de l'armement - au sens large où nous l'avons défini - représentent environ 4 500 emplois directs et environ 7 200 indirects et induits (en retenant un multiplicateur d'emploi de 1,6), soit un emploi cumulé de environ 11 700 unités, pour l'ensemble du pays.**

1.4. La nationalité du capital

Une autre caractéristique de la Belgique est liée à l'actionnariat des entreprises. Il n'y a pas, à proprement parler, « d'industrie belge de l'armement », la plupart des entreprises étant désormais contrôlées par des groupes étrangers (tableau 4). Ce déplacement des centres de décision à l'étranger, essentiellement en France et dans une moindre mesure aux Pays-Bas, au Royaume Uni, aux États-

12. Voir L. Avonds, V. Deguel, A. Gilot, *Quelques applications à l'aide du tableau entrées-sorties 1995*, Working Paper 18-03, Institut des compte nationaux, Bureau fédéral du Plan, octobre 2003.

13. AJW. Turner, MG. Chalmers, and K. Hartley, *Estimated UK Employment Dependent on ministry Of Defence Expenditure and Defence Exports Defence Statistics*, Bulletin n° 5, Dasa, Defence Analytical Services Agency, mars 2003.

**Tableau 3. Multiplicateur d'emploi
et emplois par million d'euros de demande finale en 1995**

	Emplois directs	Emplois cumulés	Multipli- cateur d'emploi	Emplois/million d'euros de demande finale	
				direct	cumulé
17 Produits de l'industrie textile	32 068	52 651	1,642	7,5	12,4
24 Produits chimiques	45 340	90 992	2,007	2,9	5,8
28 Produits du travail des métaux	26 798	42 225	1,576	8,7	13,8
29 Machines et équipements	41 629	77 749	1,868	6,0	11,1
30 Machines de bureau et matériel informatique	3 137	3 645	1,162	7,7	8,9
31 Machines et appareils électriques	17 599	23 264	1,322	8,0	10,6
32 Equipements de radio, télévision et communication	13 036	20 172	1,547	5,8	8,9
33 Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	8 186	11 488	1,403	10,3	14,5
34 Produits de l'industrie automobile	48 122	104 555	2,173	3,2	6,8
35 Autres matériels de transport	11 038	14 477	1,312	11,6	15,3
Moyenne des 10 branches			1,601		

Source : Bureau fédéral du Plan, 2003.

Unis, voire en Israël, est un réel handicap et n'est généralement pas de nature à faciliter les restructurations. Des conflits peuvent en effet surgir entre les intérêts stratégiques du groupe multinational, les objectifs de développement des entités belges, et les politiques socio-économiques des pouvoirs locaux. D'autre part, l'éloignement du centre de décision affaiblit l'inscription socio-territoriale de l'entreprise : la filiale doit répondre aux objectifs globaux du groupe avant de contribuer au développement régional endogène.

Cette mainmise étrangère s'est opérée en deux temps. Dans les années 60, plusieurs entreprises ont été acquises par des groupes étrangers qui cherchaient à s'assurer un accès privilégié au marché militaire belge en forte croissance. C'est l'époque où Dassault acquiert SABCA. C'est aussi le moment choisi par le groupe américain *Allied Research Corporation* pour prendre le contrôle de MECAR, profitant surtout du laxisme de la législation belge de cette époque pour les exportations d'armements.

Une seconde vague d'acquisitions étrangères s'est produite au début des années 90 lorsque la Société Générale de Belgique a vendu ses entreprises d'armement au bord de la faillite (FN, PRB, Forges de Zeebrugge). C'est alors essentiellement la France qui a saisi l'opportunité d'acquérir à bon prix des entreprises vidées de leur personnel. Le groupe FN cède sa division aéronautique, la future Techspace Aero, au groupe français SNECMA en 1989, tandis que GIAT Industries reprend les autres activités du groupe FN en 1990. Après la faillite des *Poudreries réunies de Belgique* (PRB) en 1989, c'est encore un groupe français, la SNPE, qui relancera une partie des activités en constituant PB Clermont. Le groupe français Thomson-CSF (aujourd'hui Thales) contrôlait directement sa filiale belge Thomson-CSF Electronics Belgium, et indirectement via Thomson Brandt Armament, la société herstaliennne Forges de Zeebrugge.

Depuis ces grands chambardements des années 90, les mouvements de capitaux se sont poursuivis au gré des processus de fusion et d'acquisition ou

de recentrage en cours dans les grands groupes mondiaux de l'armement. Les grands groupes européens EADS, Thales, Safran ou Dassault contrôlent aujourd'hui, directement ou indirectement, la plus grande partie des industries du secteur belge de l'aéronautique ou de l'électronique. Cependant, un nombre croissant d'entreprises du secteur belge de l'armement sont également passées sous le contrôle d'actionnaires non européens, le plus souvent des groupes industriels mais aussi quelques fois des investisseurs institutionnels dont l'attitude peut être beaucoup plus volatile. Cette évolution pourrait compliquer la participation future de ces entreprises aux programmes communs de l'Agence européenne de défense, poser des problèmes nouveaux en termes de propriété intellectuelle des technologies

développées, et finalement sérieusement compromettre l'autonomie stratégique de la défense et de la sécurité de l'Union européenne.

De plus, la délocalisation du centre de décision peut aussi peser de façon problématique sur les jugements de l'autorité publique chargée d'octroyer les licences d'exportations. L'exemple le plus récent nous vient de Flandre. La firme OIP Sensor Systems, 47 emplois en 2005, basée à Oudenaarde et spécialisée dans les systèmes optiques militaires (viseurs, caméras thermiques, etc.), était jusqu'en 2003 une filiale à 100% du groupe néerlandais Delft Instrument. Ce dernier ayant décidé de se désengager de ses activités militaires, OIP Sensor Systems a été entièrement vendue, le 1er juillet 2003, au groupe israélien Elbit Systems Ltd, basé à Haïfa

Tableau 4. Participation étrangères dans quelques entreprises de l'armement en Belgique

Nom de l'entreprise	Principaux actionnaires étrangers
Alcatel Alenia Space Antwerp, NV	100% Alcatel Alenia Space France (France)
Alcatel Alenia Space ETCA, SA	100% Alcatel Alenia Space France (France)
BATS Belgian Advanced Technology Systems, SA	28,3% Eltem Holding (Pays-Bas); 24,4% Lardosa Invest, BV (Pays-Bas)
Bombardier Transportation Belgium, SA-NV	100% Bombardier Inc. (Canada)
Britte, SA	100% Groupe Dion (France)
Cegelec, SA-NV	100% Cegelec (France)
Cherokee Europe, SA	100% Cherokee International (Etats-Unis)
Clark Masts Teksam, NV	100% Clark Masts Teksam Ltd. (Royaume Uni)
CMI, Cockerill Maintenance et Ingénierie, SA	80,65% Euremis Holding SA (33,3% par Auris Finance, France)
EADS Defence and Security Systems Belgium, NV	100% EADS (Pays-Bas)
EDB Engineering, SA	75% Mr Equipement (France)
Fabricom GTI, SA-NV	100% Suez (France)
Forges de Zeebrugge, SA	100% Thalès (France)
GE Inspection Technologies, BVBA	100% General Electric (Etats-Unis)
Hexcel Composites, SPRL	> 50% Hexcel Corporation (Etats-Unis)
Mecar, SA	100% Allied Defense Group, Inc. (Etats-Unis)
Nexans Harnesses, NV-SA	100% Nexans (France)
OIP Sensor Systems, Optronics Instr. & Products, NV	100% Elbit Systems (Israël)
Parker Hannifin, SA	100% Parker Hannifin (Etats-Unis)
PB Clermont, SA	100% Eurengo (France)
PFP, Precimetal Fonderie de Précision, SA	100% Manoir Industries (France)
Sabca, SA	52,96% Dassault (France); 43,57% Stork (Pays-Bas)
Sun Microsystems Belgium, NV-SA	> 50% Sun Microsystems (Etats-Unis)
TAC Technical Airborne Components Industries, SPRL	100% Melrose Plc (Royaume Uni)
Techspace Aero, SA	51% Safran (France); 19% Pratt&Witney (Etats-Unis)
Thales Communications Belgium, SA	100% Thales (France)
Verhaert Space, NV	90% QinetiQ (Royaume Uni)

Source : GRIP, CRISP, BelFirst, et rapports annuels des entreprises.

Note : les pourcentages de ces participations sont les plus récents connus et proviennent soit de la base de données BelFirst, soit de la base de données du CRISP sur l'actionariat des entreprises wallonnes, soit des documents de l'entreprise.

et classé 46e au Top100 mondial des entreprises d'armement. La conséquence de cette acquisition israélienne a été la multiplication des ventes à ce pays, et notamment deux exportations réalisées à l'été 2006, en pleine crise libanaise, au moment même où le gouvernement fédéral se déclarait préoccupé par le caractère disproportionné de l'offensive israélienne au Liban. En Flandre aussi donc, la protection d'une cinquantaine d'emplois dans l'armement peut quelquefois conduire à des décisions surprenantes.

Préoccupés par la multiplication des prises de contrôles d'entreprises considérées comme stratégiques, principalement par des groupes américains et dans le domaine des armements terrestres, plusieurs pays européens ont adopté ces dernières années des dispositions législatives visant à soumettre les investissements étrangers dans les entreprises stratégiques à des autorisations gouvernementales. La France a adopté le 7 mai 2003 un décret soumettant à l'autorisation du ministre de l'économie toute opération visant à prendre le contrôle de fait d'une entreprise, et notamment les opérations après lesquelles des entités étrangères détiendraient plus de 33,33% du capital d'une firme stratégique. Le Bundestag allemand a adopté le 6 mai 2004 une législation similaire et la plupart des pays européens (et *a fortiori* les États-Unis) disposent de moyens visant à limiter l'investissement direct étranger dans les domaines de l'armement et des secteurs stratégiques. Ce n'est pas encore le cas en Belgique (l'exemple du droit de veto sur les décisions stratégiques que détenait la Région wallonne jusqu'en 1997 lorsque FN Herstal était encore propriété du français GIAT étant une exception).

Le texte déposé le 24 juin 2004 à la Chambre des Représentants par la députée Muriel Gerkenes va dans le même sens que les dispositions adoptées récemment par nos voisins en veillant à préserver un ancrage européen aux groupes de l'armement¹⁴. Cette proposition de loi « introduisant une exception à la liberté de contracter en cas d'investissements non européens dans les entreprises représentant des enjeux pour l'indépendance stratégique militaire de l'Union européenne » propose de soumettre à une autorisation préalable du gouvernement fédéral les projets d'investissements non européens dans des entreprises sensibles établies en Belgique lorsque ces investissements directs ou indirects représentent plus de 25% du capital ou des votes de ces

entreprises. Ce texte n'a, semble-t-il, toujours pas été discuté. Certes, la plupart des entreprises belges du secteur sont déjà sous contrôle étranger et le tableau 4 nous indique que ce contrôle est encore largement européen. Mais une telle législation reste néanmoins indispensable dans la mesure où des changements importants dans la structure actionnariale des entreprises surviendront encore inévitablement à l'avenir, la consolidation des grands groupes européens étant loin d'être achevée. L'existence d'une telle loi aurait aussi, très vraisemblablement, constitué un sérieux obstacle à l'acquisition d'OIP par l'israélien Elbit Systems.

1.5. L'industrie de l'armement et ses marchés à l'exportation

Si la Belgique est un petit pays, elle est loin d'être un acteur mineur sur le marché international des armements conventionnels, et la plupart des entreprises belges du secteur de l'armement sont très fortement dépendantes de leurs exportations.

La loi du 5 août 1991, modifiée par la loi du 25 mars 2003 ainsi que par la loi du 26 mars 2003, relative à l'importation, à l'exportation, au transit et à la lutte contre le trafic d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente, prévoit en son article 17 que : « *le Gouvernement remet annuellement aux Chambres législatives un rapport sur l'application de la loi susmentionnée* ». Les premiers rapports établis par le gouvernement fédéral en application de cette loi au milieu des années 90 étaient très succincts et soumis à une stricte confidentialité. Celle-ci était cependant toute relative, les fuites médiatiques ou indiscretions parlementaires ayant en effet toujours permis une information rapide des citoyens quant à la nature et aux destinations des armes produites en Belgique. Conscient de cet état de fait, mais surtout clairvoyant quant aux processus de plus grande transparence qui s'installaient dans l'ensemble de l'Union européenne, le ministre des Affaires étrangères Louis Michel se prononça finalement en faveur de la diffusion publique de ce rapport dès la fin des années 90. Nous disposons donc, pour l'essentiel de la période de 1992 à 2002, de chiffres traduisant la ventilation des livraisons effectives

14. Document parlementaire 51K1243, www.lachambre.be

d'armement selon les pays destinataires. La ventilation par pays des licences d'exportation accordées n'était pas communiquée pendant cette période, seule une répartition selon le régime linguistique de la demande étant mentionnée¹⁵ et ¹⁶.

La loi spéciale du 12 août 2003, modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, a transféré aux régions la compétence en matière de politique d'exportation, d'importation et de transit d'armes et de biens à double usage. Ce transfert a eu pour effet qu'aucune donnée exploitable n'est disponible pour l'exercice 2003, le gouvernement fédéral n'ayant pas publié de rapport pour les huit mois de l'année le concernant, tandis que les régions ont publié des données portant sur des périodes différentes et chevauchant parfois quelques mois de l'année 2004. Il n'est donc pas possible, pour l'année 2003, d'estimer correctement les transferts d'armement de l'ensemble du pays. Des données agrégées au niveau national doivent cependant exister puisque le 6^e rapport du COARM mentionne des licences d'exportations octroyées par la Belgique pour un montant de 666 millions d'euros en 2003.

Des rapports aux contenus très différents selon les Régions

Les gouvernements régionaux ont choisi des politiques de communication qui se différencient généralement de celle suivie jusqu'à l'été 2003 par le gouvernement fédéral. Les rapports produits par les diverses entités compétentes présentent des contenus et un degré de précision très variables¹⁷.

La région de Bruxelles-Capitale publie des rapports semestriels et annuels contenant les données relatives aux licences d'exportation, d'importation ou de transit accordées (aucune licence n'a été refusée par la Région de Bruxelles-Capitale depuis la régionalisation). Pour chaque pays concerné par la transaction, le nombre de licences, leur valeur globale, ainsi que le genre de matériel (léger, semi-léger ou lourd) et le type de client (public, industrie, particulier ou autre) sont indiqués. Actuellement, ces rapports ne sont pas publiés sur le site Internet du Gouvernement bruxellois.

La Région flamande, outre ses rapports semestriels et annuels, publie également des rapports mensuels depuis octobre 2005. Ces rapports mensuels sont généralement disponibles au plus tard vers le 15 du mois suivant. Dans tous les

rapports flamands, les trois catégories de licences - exportation, importation ou transit - sont détaillées pour chaque pays concerné. La région flamande a cependant choisi, pour chaque pays concerné par une exportation, une importation ou un transit, et tant pour les licences accordées que pour celles qui ont été refusées, de lister individuellement chaque licence. Pour chacune des licences, le rapport du Gouvernement flamand indique sa valeur, le type de client, ainsi que la catégorie de matériel concerné. En ce qui concerne les catégories de matériel, il convient de souligner que la région flamande est la seule à se conformer à la nomenclature de la « Liste commune des équipements militaires de l'Union européenne »¹⁸ adoptée par le Conseil et répertoriant les matériels visés par le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation,

15. L'essentiel de ces données ont été publiées dans le Rapport du GRIP 2002/4 disponible sur <http://www.grip.org>

16. Les statistiques relatives aux livraisons effectives sont établies par la Banque nationale de Belgique. Elles se rapportent à la rubrique « armes et munitions », seul type d'armement qui fait l'objet d'une rubrique spécifique dans les statistiques de la production industrielle et du commerce extérieur, et concernent donc l'armement au sens le plus strict. Cependant, toute une série de produits relevant de la législation sur les armements (radars, appareillages de radio et de communication, dispositifs optiques, etc. à usage militaire), et donc soumis à l'octroi d'une licence d'exportation, sont inscrits sous un code également utilisé pour le matériel non militaire. Pour ces matériels, il n'est pas possible de distinguer, au départ des statistiques nationales, ceux qui sont à vocation militaire de ceux qui sont à vocation civile. Les exportations globales d'armements de la Belgique sont donc en réalité plus élevées que les montants indiqués dans les rapports fédéraux. Inversement, les chiffres relatifs aux valeurs des licences accordées donnent une image surévaluée de ce que sont les exportations globales d'armements. En effet, d'une part toutes les licences ne donneront pas nécessairement lieu à une vente effective et, d'autre part, les données relatives aux licences englobent tous les équipements soumis à licence, c'est-à-dire y compris des matériels tels que radars, télécommunication, etc. qui n'auront pas nécessairement, en finalité, un usage militaire. Les exportations totales d'armement de la Belgique se situent donc " quelque part " entre ces deux chiffres communiqués par les rapports gouvernementaux : celui des exportations d'armes et munitions au sens strict et celui de la valeur totale des licences accordées en application de la loi de 1991.

17. Tous ces rapports sont disponibles sur le site internet du GRIP : http://www.grip.org/research/com_be.html

18. Liste commune des équipements militaires de l'Union européenne (adoptée par le Conseil le 19 mars 2007) (matériel couvert par le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements) (actualisant et remplaçant la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne adoptée par le Conseil le 27 février 2006), JO L 88 du 29.3.2007, p. 58-89, disponible sur le site du GRIP. Cette liste commune définit 22 catégories de matériel militaire soumis à licence (ML1 à ML22). La Région flamande a complété cette liste de 4 catégories additionnelles (ML23 à ML25) correspondant à des matériels non spécifiés dans la liste de l'UE mais soumis à contrôle en Belgique.

tation d'armes. Tous ces rapports périodiques sont disponibles sur le site Internet du Gouvernement flamand¹⁹.

En Région wallonne, aucune statistique détaillée par pays n'a été communiquée pour la période du 1er septembre 2003 au 31 décembre 2005. Les premiers rapports wallons qui ont suivi la régionalisation mentionnaient uniquement des totaux par grandes zones géographiques. Au lendemain de la régionalisation de la compétence en 2003, il semble en effet qu'un consensus se soit établi entre les membres de la majorité gouvernementale afin de préserver l'opacité en ce qui concerne les pays de destination des armements produits par les entreprises wallonnes. Le GRIP a régulièrement souligné l'anachronisme de cette forme de rétention de l'information, alors que la tendance inverse était observée dans la majorité des pays membres de l'Union européenne.

Le rapport du Gouvernement wallon relatif aux transferts d'armes de l'année 2006 marque toutefois un pas important, mais encore insuffisant, vers plus de transparence. En effet, pour la première fois depuis la régionalisation, le rapport wallon 2006 communique le nombre et la valeur des licences d'exportation pour chaque pays de destination. Aucune information n'est cependant communiquée quant au type de client et à la catégorie de matériel. Par ailleurs, la ventilation par pays est communiquée seulement pour les licences d'exportation accordées, tandis qu'aucun détail n'est publié en ce qui concerne les licences d'exportation refusées, ni en ce qui concerne les licences d'importation ou de transit. Les rapports annuels 2004 à 2006 sont disponibles sur le site Internet du Gouvernement wallon²⁰.

La Région wallonne se livre en outre à un exercice original visant à estimer le mieux possible le montant total des exportations effectives de matériel militaire, en se basant sur les codes douaniers et sur les déclarations des entreprises. Selon une méthode de calcul définie comme « plutôt empirique » par le Gouvernement wallon²¹, les exportations wallonnes effectives de matériel militaire se sont élevées à 233 millions d'euros pour l'année 2006 et représentaient 0,60% du total des exportations wallonnes. Cet exercice présente incontestablement un certain intérêt au niveau wallon puisqu'il donne une évaluation du poids de l'armement dans le commerce extérieur de la Wallonie et permettra,

au fil des ans, d'obtenir une estimation plus précise du taux de réalisation des licences d'exportation octroyées. Par contre, à défaut de connaître la valeur des livraisons effectives pour chaque pays de destination, il contribue peu aux objectifs de transparence et d'harmonisation souhaités par le groupe COARM et pose autant de questions qu'il n'en apporte. Alors que la Région wallonne avance le chiffre de 233 millions pour ce qui la concerne, le dernier rapport du COARM mentionne en effet un montant de seulement 205 millions d'euros pour le total des livraisons effectives de l'ensemble du pays. Il ne fait aucun doute que les estimations de la Région wallonne sont construites avec rigueur et sont probablement plus conformes à la réalité que le total national publié par le rapport du COARM, manifestement sous-estimé. L'initiative wallonne soulève néanmoins un problème de cohérence et suscite un certain nombre de questions quant à la manière dont sont agrégées les données des quatre entités fédérées en vue d'établir des statistiques nationales pour le rapport du COARM²².

Enfin, le Gouvernement fédéral est toujours compétent pour les transferts d'armes demandés par l'armée belge ou la police fédérale. Il doit donc toujours se conformer à la loi du 5 août 1991 modifiée par les lois du 25 et du 26 mars 2003 et adresser au Parlement fédéral les rapports requis en application de la loi. À notre connaissance, le rapport émis par le « SPF Économie » se compose uniquement de tableaux chiffrés sans autres commentaires ou analyses. Ces tableaux donnent le nombre, la valeur des licences et les pays concernés pour les licences d'exportations et d'importation demandées par l'armée belge ou la police fédérale (aucune licence de transit n'a, semble-t-il, été demandée depuis la régionalisation). Ces rapports ne sont pas disponibles sur le portail fédéral.

19. <http://docs.vlaanderen.be/buitenland/deelsites/wapenhandel/verslagen.html>

20. <http://gov.wallonie.be/code/fr/text.asp>

21. Rapport annuel 2006 au Parlement wallon, p. 60.

22. Outre ces divergences dans l'estimation des livraisons effectives, on constate également que le total des licences d'exportation de la Belgique mentionné dans le 9e rapport du COARM, est de plus de 15% inférieur au total obtenu par l'addition des données des quatre entités fédérées. Cette différence serait due au fait que la Flandre inclut dans ses rapports les licences accordées en vertu de la clause « catch all » pour les biens à double usage. Pour une discussion des statistiques, voir <http://www.grip.org/bdg/pdf/g0951.pdf>.

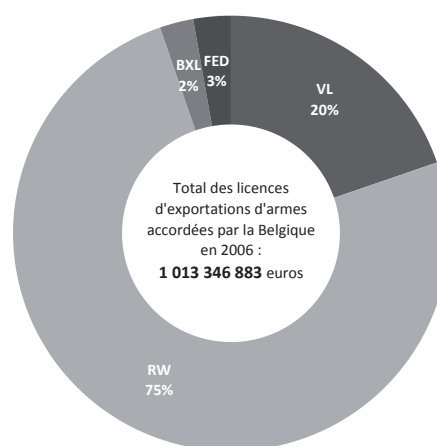
Les chiffres des exportations belges d'armement en 2006

En raison de l'amorce d'ouverture récemment consentie par le Gouvernement wallon, 2006 est aussi la première année, depuis la régionalisation, pour laquelle nous disposons de données chiffrées détaillées par pays, en ce qui concerne les licences d'exportations accordées par les trois régions ainsi que par le fédéral. Par conséquent, nous pouvons pour la première fois depuis la régionalisation reconstituer un total correspondant à l'ensemble des licences d'exportations d'armement accordées par la Belgique. Cette vision d'ensemble des exportations d'armes de la Belgique est proposée dans le tableau 5²³. Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2006, les régions wallonne, flamande, bruxelloise et le SPF Économie ont renseigné respectivement 766, 181, 51 et 24 licences d'exportation accordées (soit un total de 1 022 licences) pour un montant global dépassant légèrement le milliard d'euros. De ce total, 75% des licences ont émané de la Région wallonne, 20% de la Région flamande, 2% la Région bruxelloise et 3% du SPF Economie.

Une synthèse des licences d'exportation par zones géographiques démontre une forte prépondérance des pays d'Amérique du Nord et de l'Union européenne, qui absorbent ensemble 64,5% des exportations belges (tableau 6). C'est en soi une évolution significative par rapport à la situation qui prévalait dans le courant des années 90, lorsque l'Arabie Saoudite représentait à elle seule entre 30 et près de 60% des exportations belges d'armement (58% en 1996). Le Moyen-Orient occupe cependant toujours le troisième rang et représente 21,2% des exportations belges d'armement.

La persistance de cette grande dépendance à l'égard du Moyen-Orient, et en particulier de l'Arabie saoudite, trouve son origine en Wallonie : 26,12%, soit plus d'un quart des exportations wallonnes sont à destination de cette région du monde (22,8% vers la seule Arabie saoudite). L'Amérique du Nord et l'Union européenne représentent respectivement 38,7 et 22,7% des exportations wallonnes.

Du côté flamand, plus de 80% des exportations concernent des pays de l'Union européenne ou d'Amérique du Nord. L'Asie du Nord-est et le Moyen-Orient suivent avec chacun un peu moins de 5% du total des exportations de la Flandre.



Contrairement aux deux autres régions dont la structure des pays de destinations est relativement stable au fil des ans, la répartition des exportations de la Région bruxelloise varie fortement d'une année à l'autre. Les entreprises et pays clients étant peu nombreux, un ou deux contrats importants suffisent pour modifier radicalement la hiérarchie des zones et pays de destination. En 2006, l'Asie du Sud, les pays européens hors de l'UE et le Moyen-Orient se partagent plus de 80% des exportations bruxelloises, en raison d'une licence très importante pour le Pakistan, de deux licences vers la Turquie, et de licences vers Israël et les Émirats Arabes Unis.

Au niveau fédéral, toutes les licences concernent la vente de matériel de l'armée belge, principalement vers d'autres pays de l'Union européenne (67,5%), et à raison de 13,3% vers l'Amérique du Nord. Un peu plus de 17% concerne l'Afrique subsaharienne et porte essentiellement sur la vente de matériel destiné à l'équipement de l'Armée congolaise intégrée.

23. Signalons tout de même que cette vision d'ensemble des exportations d'armes de la Belgique était déjà disponible, mais avec un certain délai, dans les rapports annuels de l'Union européenne établis en application du point 8 du Code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements (rapports COARM).

Tableau 5. Ventilation par pays des licences d'exportations (en euros) accordées en 2006 par les autorités compétentes en Belgique, et total national

	Région flamande		Région wallonne		Région Brux.-Capit.		SPF Economie		Total Belgique	
	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre
Union européenne										
1 Allemagne	43 829 946	39	66 509 862	59	4 775	4	2 500 000	1	112 844 583	103
2 Autriche	93 431	3	389 347	9	-	-	-	-	482 778	12
3 Bulgarie	-	-	-	-	-	-	5 000 000	1	5 000 000	1
4 Chypre	-	-	149 365	6	-	-	-	-	149 365	6
5 Danemark	1 222 650	1	10 024 600	12	-	-	250 000	1	11 497 250	14
6 Espagne	2 978 622	12	1 943 679	46	-	-	100 000	1	5 022 301	59
7 Finlande	-	-	135 179	3	-	-	-	-	135 179	3
8 France	21 434 268	8	49 169 418	74	68 125	21	7 670 000	3	78 341 811	106
9 Grèce	-	-	7 756 895	5	-	-	-	-	7 756 895	5
10 Hongrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 Irlande	8 388	1	6 563 151	7	-	-	-	-	6 571 539	8
12 Italie	4 856 106	12	2 164 246	27	60 250	3	2 500 000	1	9 580 602	43
13 Lettonie	-	-	604 566	1	-	-	-	-	604 566	1
14 Lituanie	-	-	240 000	1	-	-	-	-	240 000	1
15 Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16 Malte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
17 Pays-Bas	361 765	1	-	-	-	-	-	-	361 765	1
18 Pologne	18 827	2	926 144	7	-	-	-	-	944 971	9
19 Portugal	-	-	10 012 533	2	1 000 000	1	-	-	11 012 533	3
20 Roumanie	-	-	8 193	1	-	-	-	-	8 193	1
21 Royaume-Uni	11 727 975	19	3 570 471	53	100 000	1	563 843	3	15 962 289	76
22 Slovénie	-	-	12 055 521	8	-	-	-	-	12 055 521	8
23 Suède	2 162 969	16	182 460	8	-	-	-	-	2 345 429	24
24 Tchéquie (Rép.)	662 535	1	101 545	2	-	-	-	-	764 080	3
Autres pays européens										
25 Bosnie	-	-	1 000 000	1	-	-	-	-	1 000 000	1
26 Croatie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 Géorgie	-	-	-	-	1 200	2	-	-	1 200	2
28 Islande	-	-	1 366 910	4	-	-	-	-	1 366 910	4
29 Norvège	122 500	1	15 150 012	15	-	-	-	-	15 272 512	16
30 Russie	89 860	1	197 797	3	-	-	-	-	287 657	4
31 Serbie et Montenegro	-	-	203 946	3	-	-	-	-	203 946	3
32 Suisse	67 160	3	2 734 487	32	-	-	-	-	2 801 647	35
33 Turquie	791 178	4	2 332 063	13	7 487 650	2	-	-	10 610 891	19
34 Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du nord										
35 Canada	-	-	2 478 624	46	-	-	1 000 000	1	3 478 624	47
36 Etats-Unis	73 032 979	7	291 908 300	91	556 357	3	2 656 618	3	368 154 254	104
Amérique centrale et Caraïbes										
37 Barbades	-	-	1 200	1	-	-	-	-	1 200	1
38 Dominicaine (Rép.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
39 El Salvador	-	-	92 831	5	-	-	-	-	92 831	5
40 Guatemala	-	-	79 528	1	-	-	-	-	79 528	1
41 Mexique	-	-	2 815 015	11	-	-	-	-	2 815 015	11
42 Panama	-	-	1 117	1	-	-	-	-	1 117	1
Amérique du sud										
43 Argentine	420 808	1	-	-	-	-	-	-	420 808	1
44 Brésil	-	-	6 024 468	33	-	-	-	-	6 024 468	33
45 Chili	537 610	11	1 509 903	9	-	-	-	-	2 047 513	20
46 Colombie	65 263	3	-	-	-	-	-	-	65 263	3
47 Pérou	-	-	118 349	3	-	-	-	-	118 349	3
48 Vénézuéla	-	-	11 480 035	3	-	-	-	-	11 480 035	3
Afrique du nord										
49 Algérie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
50 Maroc	-	-	1 322 218	4	1 427 123	4	-	-	2 749 341	8
51 Tunisie	-	-	354 609	3	-	-	-	-	354 609	3

Tableau 5. Suite

	Région flamande		Région wallonne		Région Brux.-Capit.		SPF Economie		Total Belgique		
	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	
Afrique subsaharienne											
52	Afrique du Sud	23 578	1	-	-	-	-	-	-	23 578	1
53	Bostwana	-	-	449 000	1	-	-	-	-	449 000	1
54	Burkina Faso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
55	Burundi	-	-	-	-	-	-	161 000	2	161 000	2
56	Cameroun	-	-	-	-	1 129 183	1	-	-	1 129 183	1
57	Congo RDC	-	-	-	-	-	-	4 555 382	6	4 555 382	6
58	Ghana	-	-	-	-	26 194	1	-	-	26 194	1
59	Mauritanie	-	-	5 879 515	9	-	-	-	-	5 879 515	9
60	Tanzanie	-	-	-	-	12 476	1	-	-	12 476	1
Moyen-orient											
61	Arabie Saoudite	-	-	173 573 153	13	-	-	-	-	173 573 153	13
62	Barheïn	-	-	6 189 950	6	-	-	-	-	6 189 950	6
63	Egypte	-	-	80 000	2	-	-	-	-	80 000	2
64	Emirats Arabes Unis	-	-	16 004 084	17	2 455 000	4	-	-	18 459 084	21
65	Israël	251 237	3	260 459	2	-	-	-	-	511 696	5
66	Jordanie	-	-	25 130	1	3 119 563	1	571 500	1	3 716 193	3
67	Koweït	9 524 765	1	1 123 061	10	-	-	-	-	10 647 826	11
68	Liban	-	-	66 378	9	-	-	-	-	66 378	9
69	Oman	-	-	285 812	7	-	-	-	-	285 812	7
70	Qatar	-	-	995 240	5	-	-	-	-	995 240	5
Asie du nord-est											
71	Chine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
72	Corée du Sud	1 099 918	6	1 410 400	4	-	-	-	-	2 510 318	10
73	Hongkong (Chine)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
74	Japon	8 815 000	1	539 100	7	-	-	-	-	9 354 100	8
75	Taiwan	23 551	1	132 652	3	-	-	-	-	156 203	4
Asie du sud-est											
76	Brunei	-	-	1 065 534	11	-	-	-	-	1 065 534	11
77	Indonésie	-	-	3 207 897	6	410 779	1	-	-	3 618 676	7
78	Malaisie	906 840	1	1 859 500	3	-	-	-	-	2 766 340	4
79	Philippines	-	-	4 951	2	-	-	-	-	4 951	2
80	Singapour	4 281 399	1	4 585 046	3	-	-	-	-	8 866 445	4
81	Thaïlande	-	-	101 400	1	-	-	-	-	101 400	1
Asie du sud											
82	Inde	4 476 741	10	6 434 448	9	-	-	-	-	10 911 189	19
83	Pakistan	557 233	7	1 748 602	4	7 975 754	1	-	-	10 281 589	12
Océanie											
84	Australie	5 131 397	3	10 365 488	10	-	-	-	-	15 496 885	13
85	Nouvelle Zélande	-	-	10 342 223	8	-	-	-	-	10 342 223	8
TOTAUX		199 576 501	181	760 407 610	766	25 834 429	51	27 528 343	24	1 013 346 883	1 022

Source: GRIP, sur base du rapport des gouvernements régionaux et du SPF Economie

Tableau 6. Répartition des exportations par zones géographiques
(valeur en euros, classement décroissant sur base du total national)

	Région flamande		Région wallonne		Région Bruxelles-Cap.		SPF Economie		Total Belgique	
Amérique du nord	73 032 979	36,59%	294 386 924	38,71%	556 357	2,15%	3 656 618	13,28%	371 632 878	36,67%
Union européenne	89 357 483	44,77%	172 507 175	22,69%	1 233 150	4,77%	18 583 843	67,51%	281 681 651	27,80%
Moyen-orient	9 776 002	4,90%	198 603 267	26,12%	5 574 563	21,58%	571 500	2,08%	214 525 332	21,17%
Autres pays européens	1 070 698	0,54%	22 985 215	3,02%	7 488 850	28,99%	0	0,00%	31 544 763	3,11%
Océanie	5 131 397	2,57%	20 707 711	2,72%	0	0,00%	0	0,00%	25 839 108	2,55%
Asie du sud	5 033 974	2,52%	8 183 050	1,08%	7 975 754	30,87%	0	0,00%	21 192 778	2,09%
Amérique du sud	1 023 682	0,51%	19 132 755	2,52%	0	0,00%	0	0,00%	20 156 437	1,99%
Asie du sud-est	5 188 239	2,60%	10 824 328	1,42%	410 779	1,59%	0	0,00%	16 423 346	1,62%
Afrique subsaharienne	23 578	0,01%	6 328 515	0,83%	1 167 853	4,52%	4 716 382	17,13%	12 236 328	1,21%
Asie du nord-est	9 938 469	4,98%	2 082 152	0,27%	0	0,00%	0	0,00%	12 020 621	1,19%
Afrique du nord	0	0,00%	1 676 827	0,22%	1 427 123	5,52%	0	0,00%	3 103 950	0,31%
Amérique centrale et Caraïbes	0	0,00%	2 989 691	0,39%	0	0,00%	0	0,00%	2 989 691	0,30%
Total	199 576 501		760 407 610		25 834 429		27 528 343		1 013 346 883	

Source: GRIP, sur base du rapport des gouvernements régionaux et du SFP Economie.

Conclusion

La production belge d'armement peut se répartir en quatre grands pôles d'activités. Le pôle « Armes, munitions et explosifs », uniquement présent en Région wallonne ; le pôle « Aéronautique, électronique et spatial », réparti de façon équilibrée entre les trois régions ; le pôle « Mécanique, véhicules et naval », davantage présent en Wallonie (10 entreprises) qu'en Flandre (6) ; et un pôle « Textiles et équipements divers » pour lequel nous n'avons identifié que deux entreprises en Région flamande.

Les entreprises d'armement de la Région wallonne - principalement en raison du pôle « Armes, munitions et explosifs » - sont fortement dépendantes des transferts extracommunautaires, principalement vers le Moyen-Orient (plus d'un quart du total), et singulièrement vers l'Arabie saoudite. En Flandre, le secteur de l'armement se développe régulièrement depuis plusieurs années, mais dans des produits à plus haute valeur ajoutée. L'électronique et l'optique flamandes s'exportent également beaucoup, mais principalement vers les pays de l'Union européenne et les États-Unis qui représentent plus de 80% du total des transferts d'armes flamands. À Bruxelles, où seule l'électronique d'armement est représentée, la structure de la clientèle varie assez fortement d'une année à l'autre.

Malgré la disparition de 80% de ses emplois en 20 ans, le secteur de l'armement reste indubitablement un acteur important de la vie économique en Belgique. Des estimations prudentes nous conduisent à estimer son poids socio-économique à environ 4 500 emplois directs et un chiffre d'affaires avoisinant les 900 millions d'euros en 2005. En adoptant un multiplicateur d'emploi de 1,6 - fondé sur un rapport du Bureau fédéral du Plan - nous pouvons estimer l'emploi indirect et induit à 7 200 unités supplémentaires. L'emploi cumulé (direct

+ indirect + induit) du secteur de l'armement en Belgique peut ainsi être estimé à environ 11 700 postes de travail.

Au niveau européen, la restructuration de l'industrie de l'armement est loin d'être achevée. De nouvelles fusions et acquisitions sont à prévoir, principalement dans le domaine des armements terrestres. Les récentes acquisitions de firmes européennes par des groupes américains posent plus que jamais la question de la nationalité du capital des firmes dans les secteurs stratégiques. Jusqu'à présent, cette question de la nationalité du capital ne semble pas avoir fait l'objet de beaucoup de préoccupation en Belgique, comme l'indique la récente acquisition de la firme OIP par le groupe israélien Elbit Systems. Il s'agit pourtant d'un enjeu central pour l'autonomie stratégique requise par la mise en œuvre de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD).

Les décisions des grands groupes européens de l'armement et des gouvernements - encore très présents dans le capital de ces groupes - en vue de consolider le secteur européen de l'armement, auront très probablement des conséquences pour les filiales et les entreprises belges du secteur. Il est, dès lors, souhaitable de poursuivre un monitoring permanent de ce secteur et des enjeux technologiques et socio-économiques qu'il représente. Ce suivi doit se faire en poursuivant un double objectif : d'une part, préserver le savoir-faire technologique de ce secteur dans tous les domaines contribuant au développement durable de la société - ce qui inclut, bien entendu, de pouvoir répondre à un certain nombre de demandes exprimées dans le cadre de la PESD - et, d'autre part, veiller à réduire fortement sa dépendance à l'égard des exportations extracommunautaires, trop souvent encore dirigées vers des régions du monde où elles contribuent - directement ou indirectement - à accroître l'insécurité et hypothéquer l'avenir des populations les plus pauvres.

2. Extraits de la base de données du GRIP sur l'industrie belge de l'armement

Cette seconde partie comprend un répertoire de 54 fiches extraites de la base de données du GRIP sur l'industrie belge de l'armement. Les fiches sont réalisées sur la base de cinq sources essentielles :

- les comptes des entreprises déposés à Centrale des Bilans de la Banque nationale de Belgique ;
- la base de données BelFirst consultée, en ce qui nous concerne, à la bibliothèque Fonds Quetelet du SPF Économie ;
- la base de données du CRISP relative à l'actionnariat des entreprises wallonnes réalisée avec l'aide du gouvernement de la Région wallonne²⁴ ;
- les rapports annuels et autres documents publiés par les entreprises ;
- les sites Internet des entreprises ;
- la presse générale et spécialisée.

Les fiches de cette partie reprennent, outre les adresses de contact - postales et Internet - des informations relatives aux principaux actionnaires. Certaines entreprises publient peu ou pas d'information sur leur actionnariat. Lorsqu'une information relative à un actionnaire est suivie d'une date entre crochets, cela signifie qu'il s'agit de la dernière information connue (généralement issue de la base de données du CRISP), mais que des changements ont pu survenir entre-temps.

Chaque fiche est complétée par un tableau reprenant sept chiffres-clés pour les dix derniers exercices :

- Emploi : il s'agit de l'effectif moyen du personnel en équivalent temps-plein pour l'exercice ;

- Chiffre d'affaires : le compte 70 dans les ventes et prestations du Compte de résultat ;
- Valeur ajoutée nette : c'est la valeur réellement produite par l'entreprise, c'est-à-dire le chiffre d'affaires moins les consommations intermédiaires et les amortissements.
- EBIT (*Earnings Before Interest and Taxes*) : c'est le résultat d'exploitation avant impôts (titre III du Compte de résultats), également appelé résultat opérationnel, en d'autres termes la différence entre les produits d'exploitation (70/74) et les charges (60/64). Il traduit l'accroissement de richesse dégagé par l'activité industrielle et commerciale de l'entreprise.
- EBITDA (*Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization*) : c'est le résultat opérationnel (ou d'exploitation) dont on a déduit tous les éléments financiers (amortissements, réductions de valeur et provisions pour risques et charges). L'EBITDA est donc systématiquement supérieur à L'EBIT et considéré comme un bon indicateur de la rentabilité économique. Un EBITDA négatif, surtout dans une activité très capitalistique, présage un résultat net fortement négatif, et traduit une situation non viable sans ressources externes.
- Résultat net : c'est le résultat après impôts, mais avant prélèvements et affectations (titre XI du Compte de résultat)
- Rentabilité nette : elle est mesurée par le rapport entre le résultat net et le chiffre d'affaires. Elle mesure la rentabilité de l'entreprise sur l'exercice quelle que soit la taille de l'entreprise.

Toutes ces données sont régulièrement mises à jour et disponibles sur le site Internet du GRIP. Sauf indication contraire, toutes les données sont exprimées en milliers d'euros.

24. <http://www.crisp.be/actionnariat/default.asp>

Advanced Coating S.A.

Rue de l'Avouerie 7

4000 Liège

BE 0458 085 072

Tél. : 04 254 50 11

Fax : 04 254 50 10

<http://www.advanced-coating.com/>**Actionnariat :**

Famille Janssen [30/4/2001]

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	17	16	14	12	12	10	10	13	7	—
Chiffre d'affaires	—	1 840	—	1 702	1 288	1 268	—	—	—	—
Valeur ajoutée nette	1 159	1 043	926	740	584	556	692	993	927	—
EBITDA	289	198	148	90	49	144	155	342	-6	—
EBIT	41	4	1	-78	-152	-101	-78	-17	-48	—
Résultat net	7	64	36	25	36	5	19	75	-63	—
Rentabilité nette	—	3,48%	—	1,47%	2,80%	0,39%	—	—	—	—

Alcatel Alenia Space Antwerp N.V.

Berkenrodelei 33

2660 Hoboken

BE 0462 814 714

Tél.: 03 829 50 50

Tél.: 03 829 50 50

<http://www1.alcatel-lucent.com/space/belgium/>**Actionnariat :**

100% Alcatel Alenia Space (France)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	74	73	76	76	78	80	91	106	—	—
Chiffre d'affaires	12 338	10 341	14 971	13 399	15 197	8 717	14 032	21 955	—	—
Valeur ajoutée nette	5 911	7 158	7 110	6 875	9 067	4 627	6 973	11 585	—	—
EBITDA	-464	640	639	225	2 008	-2 066	-727	3 953	—	—
EBIT	-348	317	658	433	976	-4 395	-5 139	-5 114	—	—
Résultat net	57	492	810	415	1 024	-4 317	-4 286	-6 784	—	—
Rentabilité nette	0,46%	4,76%	5,41%	3,10%	6,74%	-49,52%	-30,54%	-30,90%	—	—

Alcatel Alenia Space ETCA S.A

Rue Chapelle Beussart 101

6032 Mont-sur-Marchienne

BE 0437 598 573

Tél. : 071 47 94 15

Fax : 071 44 22 00

<http://www1.alcatel-lucent.com/space/etca/>**Actionnariat :**

100% Alcatel Alenia Space (France)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	520	535	594	664	672	676	746	712	692	684
Chiffre d'affaires	50 218	52 741	55 898	66 342	83 672	75 657	69 826	88 636	97 406	102 580
Valeur ajoutée nette	37 670	37 210	32 470	43 041	48 469	42 987	44 391	46 652	42 284	42 005
EBITDA	-74	-131	-7 146	305	5 955	2 390	1 052	7 145	2 703	6 639
EBIT	2 455	1 751	-3 642	676	4 360	3 384	1 365	2 020	-293	966
Résultat net	2 171	-2 723	-7 158	-11 839	3 074	3 081	-1 632	2 561	2 066	-5 976
Rentabilité nette	4,32%	-5,16%	-12,81%	-17,85%	3,67%	4,07%	-2,34%	2,89%	2,12%	-5,83%

Asco Industries S.A.-N.V.

Weiveldlaan 2
1930 Zaventem
BE 0441 428 489
Tél. : 02 725 93 66
Fax : 02 716 07 70
<http://www.asco.be/>

Actionariat :
Famille Boas

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	523	516	544	541	556	516	509	451	390	321
Chiffre d'affaires	149 227	138 674	115 067	113 525	127 499	113 957	97 627	80 141	59 008	43 224
Valeur ajoutée nette	55 854	52 009	42 218	52 356	60 034	49 485	40 367	32 266	31 014	22 018
EBITDA	25 578	23 885	14 319	25 342	31 927	25 014	16 580	12 741	14 184	7 979
EBIT	17 436	14 745	11 299	19 485	19 595	16 950	7 714	4 405	3 559	-429
Résultat net	10 746	6 036	6 691	11 522	12 893	10 200	3 861	2 410	1 332	210
Rentabilité nette	7,20%	4,35%	5,81%	10,15%	10,11%	8,95%	3,95%	3,01%	2,26%	0,49%

Barco N.V.

President Kennedypark 35
8500 Kortrijk
BE 0473 191 041
Tél. : 056 23 32 11
Fax : 056 26 22 62
<http://www.barco.com/>

Actionariat : (seules les participations à + de 3% sont reprises)
> 75% Public
9,43% GIMV Vlaamse investeringsmaatschappij
4,15% Franklin Resources Inc. (Etats-Unis), via ses fonds d'investissement
3,32% INGGroep N.V. (Pays-Bas), via ses fonds d'investissement
3,06% auto-contrôle

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	1 818	1 810	1 827	1 942	2 019	1 909	—	—	—	—
Chiffre d'affaires	420 360	408 449	423 804	455 250	451 924	211 579	—	—	—	—
Valeur ajoutée nette	148 851	138 119	162 398	170 670	157 045	74 446	—	—	—	—
EBITDA	40 206	38 530	67 346	73 200	60 193	32 609	—	—	—	—
EBIT	6 752	20 223	38 161	29 904	5 384	10 944	—	—	—	—
Résultat net	-2 227	202 302	12 500	-2 646	-52 757	123	—	—	—	—
Rentabilité nette	-0,53%	49,53%	2,95%	-0,58%	-11,67%	0,06%	—	—	—	—

BATS Belgian Advanced Technology Systems S.A.

Allée des Noisetiers
4031 Angleur
BE 0426 492 865
Tél. : 04 361 68 68
Fax : 04 366 06 60
<http://www.bats.be/>

Actionariat :
49% Innotec [1/12/2002], 100% liée à la SRIW, Région wallonne
28,3% Eltem Holding (Pays-Bas) [20/5/1998]
24,4% Lardosa Investment B.V. (Pays-Bas) [21/12/2001]

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	6	6	7	9	17	22	22	24	27	28
Chiffre d'affaires	1 367	2 138	2 923	1 945	411	1 374	719	1 161	2 484	9 531
Valeur ajoutée nette	889	762	621	769	61	1 293	729	675	627	1 517
EBITDA	403	177	103	211	-1 067	-47	-539	-580	-819	85
EBIT	27	177	97	-44	-1 728	-826	-1 151	-944	-1 240	-26
Résultat net	19	174	102	88	-1 696	-796	-1 142	-611	-1 451	12
Rentabilité nette	1,39%	8,14%	3,49%	4,52%	-412,65%	-57,93%	-158,83%	-52,63%	-58,41%	0,13%

Bombardier Transportation Belgium N.V.

Place du Champ de Mars 5

1050 Bruxelles

BE 0405 129 408

Tél. : 02 289 73 11

Fax : 02 289 73 00

<http://www.transportation.bombardier.com/>*Actionnariat :*

100% Bombardier Inc. (Canada)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	779	936	1 037	918	954	1 083	1 132	1 158	1 196	1 319
Chiffre d'affaires	204 430	204 801	163 113	502 915	267 847	123 962	228 554	226 649	267 739	342 621
Valeur ajoutée nette	51 284	47 741	54 933	27 830	31 405	43 620	48 706	51 833	60 784	29 497
EBITDA	109	-14 064	-7 348	-26 506	-24 898	-13 407	-6 353	-1 988	100	-28 438
EBIT	-7 930	-23 439	7 449	-45 279	-28 760	-15 322	-11 049	-3 544	-4 272	-34 808
Résultat net	-66 105	-49 967	-163 546	-58 111	-27 693	-11 784	7 148	8 439	14 575	-46 287
Rentabilité nette	-32,34%	-24,40%	-100,27%	-11,55%	-10,34%	-9,51%	3,13%	3,72%	5,44%	-13,51%

Britte S.A.

Rue de Cheratte 27

4683 Vivegnis

BE 0404 400 027

Tél. : 04 256 90 69

Fax : 04 264 08 63

<http://www.britte.be/>*Actionnariat :*

100% Groupe Dion (France)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	64	66	66	70	71	90	97	95	91	83
Chiffre d'affaires	6 056	5 139	6 544	6 538	6 843	5 992	6 188	5 971	8 750	10 328
Valeur ajoutée nette	3 041	2 387	3 506	3 116	3 971	3 455	4 128	4 032	4 641	4 658
EBITDA	243	-548	455	-169	695	-549	199	318	714	809
EBIT	-202	-949	110	-559	268	-929	-136	-22	203	327
Résultat net	513	-990	13	-549	-345	-1 437	-179	36	392	397
Rentabilité nette	8,47%	-19,26%	0,20%	-8,40%	-5,04%	-23,98%	-2,89%	0,60%	4,48%	3,84%

Browning International S.A.

Parc Industriel des Hauts Sarts - 3e Av 25

4040 Herstal

BE 0430 037 226

Tél. : 04 240 52 11

Fax : 04 240 52 12

<http://www.browningint.com/>*Actionnariat :*

100% Herstal S.A., 100% liée à Wespavia, Région wallonne

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	89	91	128	123	116	115	114	127	143	152
Chiffre d'affaires	52 285	52 957	51 438	52 132	56 063	53 874	50 687	43 678	56 366	56 222
Valeur ajoutée nette	11 244	9 037	9 843	8 633	6 501	8 453	8 550	9 133	8 543	10 837
EBITDA	3 116	1 491	719	169	-1 183	266	1 184	576	133	1 384
EBIT	1 873	462	-691	-1 607	-4 434	-1 352	-731	-1 746	-2 323	-1 636
Résultat net	942	-941	-2 131	-4 960	-8 785	-5 244	-2 090	-4 450	-43 207	-31 995
Rentabilité nette	1,80%	-1,78%	-4,14%	-9,51%	-15,67%	-9,73%	-4,12%	-10,19%	-76,65%	-56,91%

Capaul S.A.										
Industriestrasse 39 4700 Eupen BE 0413 664 814 Tél. : 087 59 55 60 Fax : 087 74 04 68 http://www.capaul.be/			Actionnariat : Henkès et Co (% indéterminé) Famille Henkès (% indéterminé)							
<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	45	43	42	39	32	29	28	25	23	23
Chiffre d'affaires	5 550	7 422	—	—	—	—	—	—	—	—
Valeur ajoutée nette	3 243	3 986	4 206	2 836	2 358	2 725	1 461	1 205	1 104	1 161
EBITDA	1 563	2 482	2 850	1 555	1 349	1 477	663	412	501	630
EBIT	820	1 695	1 934	829	634	479	202	156	164	140
Résultat net	532	1 310	1 269	452	336	267	127	72	61	24
Rentabilité nette	9,59%	17,65%	—	—	—	—	—	—	—	—

Cegelec S.A.										
Boulevard de la Woluwe 60 1200 Bruxelles BE 0402 031 346 Tél. : 02 775 90 20 Fax : 02 772 25 96 http://www.cegelec.fr/presence/fiches/Benelux.htm			Actionnariat : 100% Cegelec (France)							
<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	1 609	1 587	1 038	1 090	1 117	909	819	748	578	505
Chiffre d'affaires	186 670	191 833	100 748	110 176	55 525	70 180	66 302	71 365	41 534	31 158
Valeur ajoutée nette	89 383	74 763	55 520	57 768	28 968	40 771	36 526	43 923	24 717	20 707
EBITDA	5 557	1 381	951	3 482	3 034	2 787	2 765	2 155	1 242	649
EBIT	6 149	-5 548	1 394	3 339	1 721	1 409	2 832	1 260	542	56
Résultat net	-3 244	-10 699	540	2 263	779	11 277	1 073	287	311	830
Rentabilité nette	-1,74%	-5,58%	0,54%	2,05%	1,40%	16,07%	1,62%	0,40%	0,75%	2,66%

Cherokee Europe S.A.										
Boulevard de l'Europe 131 1300 Wavre BE 0462 313 876 Tél. : 010 43 82 11 Fax : 010 43 82 12 http://www.cherokee.be/			Actionnariat : 100% Cherokee International Corporation							
<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	250	271	285	299	332	328	345	353	—	—
Chiffre d'affaires	39 549	50 156	39 842	47 939	59 571	62 542	47 367	43 620	—	—
Valeur ajoutée nette	14 323	20 035	18 162	20 329	16 746	18 234	18 146	17 184	—	—
EBITDA	488	4 753	2 504	5 278	1 399	2 325	3 209	2 595	—	—
EBIT	-477	5 189	2 999	3 205	579	1 737	1 241	-29	—	—
Résultat net	-408	5 512	324	2 214	-892	616	-3 664	-865	—	—
Rentabilité nette	-1,03%	10,99%	0,81%	4,62%	-1,50%	0,98%	-7,74%	-1,98%	—	—

Eurair European Aerospace Company N.V.

Kampveldstraat 51

8020 Oostkamp

BE 0426 795 248

Tél. : 050 82 69 07

Fax : 050 83 32 44

<http://www.eurair.be>**Actionnariat :**

100% BMT Group (Belgique), via Mechanische Constructie Watteeuw

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	16	16	18	24	25	25	29	37	27	16
Chiffre d'affaires	15 074	14 014	12 676	14 852	17 777	16 249	12 708	13 118	12 701	6 933
Valeur ajoutée nette	930	1 200	1 088	1 852	1 533	1 878	969	2 403	1 451	1 787
EBITDA	100	394	200	793	497	881	-115	1 072	415	941
EBIT	95	395	158	790	490	874	-122	1 065	410	939
Résultat net	388	364	307	322	382	596	305	291	300	669
Rentabilité nette	2,57%	2,60%	2,42%	2,17%	2,15%	3,67%	2,40%	2,22%	2,36%	9,65%

Fabricom GTI S.A.-N.V.

rue Gatti de Gamond 2

1180 Bruxelles

BE 0425 702 910

Tél. : 02 370 31 11

Fax : 02 332 24 55

<http://www.fabricom-gti.com/>**Actionnariat :**

100% Groupe SUEZ (France)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	3 967	4 097	2 068	2 088	2 096	2 076	2 108	2 155	2 198	2 293
Chiffre d'affaires	638 291	616 666	283 200	509 971	253 909	242 056	250 063	274 581	262 368	259 374
Valeur ajoutée nette	211 774	211 088	106 214	120 272	97 166	103 243	112 328	98 723	99 441	101 228
EBITDA	14 980	16 345	5 884	21 573	2 509	13 950	23 388	8 095	8 031	9 317
EBIT	5 701	10 730	1 073	11 957	-6 550	8 407	10 024	3 503	4 192	4 781
Résultat net	-13 880	-9 724	258	-8 865	33 952	2 167	6 251	4 849	3 372	4 699
Rentabilité nette	-2,17%	-1,58%	0,09%	-1,74%	13,37%	0,90%	2,50%	1,77%	1,29%	1,81%

FN Herstal S.A.

Voie de Liège 33

4040 Liège

BE 0441 928 931

Tél. : 04 240 81 11

Fax : 04 240 88 99

<http://www.fnherstal.com/>**Actionnariat :**

100% Herstal S.A., 100% liée à Wespavia, Région wallonne

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	978	964	919	907	914	929	940	1 057	1 206	1 120
Chiffre d'affaires	117 548	114 335	97 102	114 739	105 237	93 537	87 195	87 586	91 378	115 036
Valeur ajoutée nette	67 586	67 141	58 452	61 400	56 548	52 313	47 838	46 874	49 541	51 508
EBITDA	10 941	12 175	7 222	10 663	9 764	6 296	117	-2 910	-2 579	2 048
EBIT	5 763	3 437	1 760	5 116	3 264	312	-5 671	-9 726	-7 593	-1 283
Résultat net	9 662	4 017	8 762	4 335	2 848	3 436	-1 375	-10 441	-25 814	-20 588
Rentabilité nette	8,22%	3,51%	9,02%	3,78%	2,71%	3,67%	-1,58%	-11,92%	-28,25%	-17,90%

Forges de Zeebrugge S.A.

rue en Bois 63
4040 Herstal
BE 0434 342 145
Tél. : 04 248 20 77
Fax : 04 248 25 10
<http://www.fz.be/>

Actionariat :

100% TDA Armements (France), 100% liée à Thalès (France)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	46	45	46	45	42	40	39	38	35	36
Chiffre d'affaires	21 997	19 291	15 016	19 671	11 909	10 392	10 459	11 821	15 165	11 257
Valeur ajoutée nette	7 852	6 191	5 298	5 473	4 169	3 238	3 098	3 751	4 852	3 702
EBITDA	3 923	2 492	1 874	1 979	879	605	604	1 047	2 198	1 476
EBIT	2 511	2 089	1 674	1 485	407	781	811	659	1 537	1 133
Résultat net	1 651	1 352	936	890	184	581	541	594	1 729	1 145
Rentabilité nette	7,51%	7,01%	6,23%	4,52%	1,55%	5,59%	5,17%	5,02%	11,40%	10,17%

GE Inspection Technologies B.V.B.A.

Roderveldlaan 5
2600 Berchem (Antwerpen)
BE 0860 683 176
Tél. : 03 456 28 53
Fax : 03 456 28 70
<http://www.geinspectiontechnologies.com/>

Actionariat :

100% General Electric (Etats-Unis)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	22	24	—	—	—	—	—	—	—	—
Chiffre d'affaires	281	387	—	—	—	—	—	—	—	—
Valeur ajoutée nette	5 586	7 052	—	—	—	—	—	—	—	—
EBITDA	1 014	3 413	—	—	—	—	—	—	—	—
EBIT	2 390	980	—	—	—	—	—	—	—	—
Résultat net	2 240	-356	—	—	—	—	—	—	—	—
Rentabilité nette	797,15%	-91,99%	—	—	—	—	—	—	—	—

Hexcel Composites S.P.R.L.

rue des Trois Bourdons 54
4840 Welkenraedt
BE 0402 459 235
Tél. : 087 30 74 11
Fax : 087 88 28 95
<http://www.hexcel.com/>

Actionariat :

> 50% Hexcel Corporation (Etats-Unis)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	231	203	240	293	313	252	232	210	197	222
Chiffre d'affaires	24 500	23 817	25 932	34 058	80 747	69 395	56 937	49 316	45 362	47 531
Valeur ajoutée nette	13 637	10 826	13 482	14 076	14 906	11 955	11 721	10 419	8 980	14 103
EBITDA	2 026	227	1 738	466	423	287	1 501	1 146	-1 045	4 409
EBIT	270	-937	412	-194	-145	123	356	2 569	-929	3 295
Résultat net	68	-1 037	-495	-3 578	-2 063	351	2 775	2 485	8 362	-8 387
Rentabilité nette	0,28%	-4,35%	-1,91%	-10,51%	-2,55%	0,51%	4,87%	5,04%	18,43%	-17,65%

Honeywell S.A.

Hermeslaan 1H
1831 Diegem
BE 0402 220 891
Tél. : 09 225 74 04
Fax : 02 728 24 68
<http://www.honeywell.be/>

Actionnariat :
Honeywell International Inc. (Etats-Unis)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	291	308	324	346	372	412	430	430	432	443
Chiffre d'affaires	77 754	71 380	100 921	119 332	126 390	111 584	115 018	120 770	128 485	123 309
Valeur ajoutée nette	29 111	31 515	35 702	37 696	35 111	29 136	40 581	34 906	36 619	39 236
EBITDA	5 343	5 723	13 484	1 669	1 681	-358	15 275	10 658	12 126	14 778
EBIT	5 056	7 450	12 299	4 958	1 538	-6 372	11 927	8 028	11 261	13 372
Résultat net	4 514	4 221	9 900	-2 304	-3 044	-2 027	11 584	2 761	7 938	2 703
Rentabilité nette	5,81%	5,91%	9,81%	-1,93%	-2,41%	-1,82%	10,07%	2,29%	6,18%	2,19%

MECAR S.A.

rue Grinfaux 50
7181 Petit-Roelux-lez-Nivelles
BE 0466 712 134
Tél. : 067 87 64 11
Fax : 067 21 63 07
<http://mecar.post-site.com/>

Actionnariat :
99,9% ARC Europe (Belgique), 100% liée à Allied Defense Group (Etats-Unis)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	348	300	303	297	253	232	—	—	—	—
Chiffre d'affaires	108 117	113 938	59 237	111 499	74 537	54 448	—	—	—	—
Valeur ajoutée nette	31 861	34 194	31 917	35 784	27 374	4 258	—	—	—	—
EBITDA	14 584	18 541	17 379	22 890	17 021	-5 203	—	—	—	—
EBIT	12 142	16 375	16 384	21 882	15 422	-6 660	—	—	—	—
Résultat net	6 138	9 655	9 274	11 206	11 116	-7 210	—	—	—	—
Rentabilité nette	5,68%	8,47%	15,66%	10,05%	14,91%	-13,24%	—	—	—	—

New Lachausée S.A.

rue du Tige 13
4040 Herstal
BE 0446 425 969
Tél. : 04 248 88 11
Fax : 04 248 88 00
<http://www.lachaussee.com/>

Actionnariat :
99,88% Georges Forrest Europe

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	71	67	65	62	59	55	51	50	48	46
Chiffre d'affaires	16 395	11 946	10 832	12 455	18 834	12 448	8 141	12 808	11 934	8 750
Valeur ajoutée nette	5 409	4 117	3 768	3 203	7 971	3 855	2 375	4 639	3 362	3 303
EBITDA	1 219	149	83	-173	4 783	794	-362	2 001	872	909
EBIT	515	-227	74	-5	3 282	460	295	1 703	434	269
Résultat net	484	-497	-278	-166	890	179	3	910	268	99
Rentabilité nette	2,95%	-4,16%	-2,57%	-1,33%	4,73%	1,44%	0,04%	7,10%	2,25%	1,13%

NEXANS Harnesses N.V.

Heideveld 1
1654 Huizingen
BE 0432 100 455
Tél. : 02 363 17 11
Fax : 02 360 25 85
<http://www.nexans.be/>

Actionariat :
100% Nexans (France)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	99	103	104	117	123	130	126	126	134	114
Chiffre d'affaires	19 224	22 811	16 268	16 012	18 083	15 804	15 133	16 895	13 552	10 105
Valeur ajoutée nette	3 423	5 593	4 841	5 204	5 926	5 220	6 314	6 925	6 612	3 923
EBITDA	-1 162	1 201	773	624	1 055	449	1 299	1 945	1 346	-529
EBIT	-2 685	426	-270	-214	377	-213	583	1 162	421	-1 485
Résultat net	-2 507	120	-255	7	605	-1 052	335	822	62	-1 819
Rentabilité nette	-13,04%	0,53%	-1,57%	0,04%	3,35%	-6,66%	2,21%	4,87%	0,46%	-18,00%

OIP Sensor Systems N.V.

Westerring 21
9700 Oudenaarde
BE 0433 460 930
Tél. : 055 333 811
Fax : 055 333 802
<http://www.oip.be/>

Actionariat :
100% Elbit Systems Ltd. (Israël)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	50	50	49	51	49	45	51	55	60	65
Chiffre d'affaires	17 454	15 890	8 530	12 392	14 390	7 617	8 300	7 364	5 558	15 798
Valeur ajoutée nette	4 008	3 995	1 821	3 715	4 004	2 997	1 464	2 524	2 349	8 543
EBITDA	731	704	-1 306	712	1 060	269	-1 419	-568	-1 134	5 048
EBIT	571	226	-1 560	405	610	-238	-980	-1 913	-2 123	4 233
Résultat net	302	89	-978	66	179	48	-1 273	-2 434	-2 160	1 891
Rentabilité nette	1,73%	0,56%	-11,47%	0,53%	1,24%	0,63%	-15,34%	-33,05%	-38,86%	11,97%

Parker Hannifin S.A.

rue du Bosquet 23
1400 Nivelles
BE 0406 018 541
Tél. : 067 649 956
Fax : 067 280 999
<http://www.parker.com/be/>

Actionariat :
100% Parker Hannifin (Pays-Bas), 100% liée à Parker Hannifin (Etats-Unis)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	36	34	33	27	27	25	23	17	15	14
Chiffre d'affaires	20 513	17 771	16 470	12 132	13 816	12 866	11 277	8 408	6 666	6 651
Valeur ajoutée nette	5 639	4 554	3 858	2 482	2 628	2 705	2 752	1 915	1 683	1 918
EBITDA	2 807	1 999	1 451	-43	545	898	1 164	751	734	954
EBIT	2 728	2 016	1 442	-140	266	798	1 097	711	649	907
Résultat net	1 781	1 332	899	-91	69	466	443	402	372	460
Rentabilité nette	8,68%	7,50%	5,46%	-0,75%	0,50%	3,62%	3,93%	4,78%	5,58%	6,92%

PB Clermont S.A.

Clermont 176
4480 Clermont-sous-Huy
BE 0441 128 086
Tél. : 042 738 282
Fax : 042 738 250
<http://www.pb-clermont.be/>

Actionnariat :
100% Eurenco (France)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	107	119	121	121	121	121	120	120	121	124
Chiffre d'affaires	13 708	15 877	17 989	14 471	15 660	14 826	18 558	15 532	14 088	11 326
Valeur ajoutée nette	7 825	7 362	9 117	7 626	8 079	6 728	9 416	7 564	7 337	6 350
EBITDA	2 062	1 105	2 565	1 573	2 155	1 237	3 368	2 143	1 928	1 351
EBIT	349	-77	1 770	1 082	1 035	579	2 633	1 228	850	-118
Résultat net	-1 556	-273	918	579	452	241	1 425	588	211	-92
Rentabilité nette	-11,35%	-1,72%	5,10%	4,00%	2,89%	1,63%	7,68%	3,79%	1,50%	-0,81%

PFP, Précimetal Fonderie de Précision S.A.

Chaussée de Mons
7180 Seneffe
BE 0418 306 164
Tél. : 064 522 000
Fax : 064 522 010
<http://www.precimetal.be/>

Actionnariat :
100% Manoir Industrie (France)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	155	153	157	161	170	162	162	165	160	162
Chiffre d'affaires	11 871	10 047	10 348	11 591	12 450	11 447	10 180	12 135	10 396	10 528
Valeur ajoutée nette	6 525	5 936	5 702	6 052	7 150	6 565	5 662	7 085	5 847	6 200
EBITDA	1 138	536	426	765	1 209	1 128	679	1 509	829	1 244
EBIT	1 088	377	-131	202	833	905	351	1 144	634	915
Résultat net	649	211	-141	50	426	613	380	500	396	483
Rentabilité nette	5,47%	2,10%	-1,36%	0,43%	3,42%	5,36%	3,73%	4,12%	3,81%	4,59%

SABCA, Société Anonyme Belge de Construction Aéronautique S.A.

Chaussée de Haecht 1470
1130 Bruxelles
BE 0405 770 992
Tél. : 02 729 55 11
Fax : 02 705 15 70
<http://www.sabca.com/>

Actionnariat :
52,96% Dassault Belgique Aviation (Belgique), 100% liée au Groupe Dassault (France)
43,57% Fokker Aerospace B.V. (Pays-Bas), liée à Stork (Pays-Bas)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	914	950	1 040	1 112	1 138	1 265	1 375	1 467	1 475	1 462
Chiffre d'affaires	105 421	103 048	98 635	121 637	144 426	149 647	144 062	168 288	160 264	193 353
Valeur ajoutée nette	65 148	70 259	61 384	82 436	82 952	65 434	75 112	105 992	100 470	110 167
EBITDA	11 096	17 183	6 569	22 648	21 688	348	2 876	29 301	25 878	40 338
EBIT	2 534	3 736	3 239	2 618	4 568	8	-3 268	6 993	10 137	18 301
Résultat net	3 578	3 258	-3 728	-11 294	3 793	3 438	1 755	3 474	7 602	7 753
Rentabilité nette	3,39%	3,16%	-3,78%	-9,29%	2,63%	2,30%	1,22%	2,06%	4,74%	4,01%

SABCA Limburg N.V.

Dellestraat 32
3560 Lummen
BE 0438 251 146
Tél. : 013 530 011
Fax : 013 522 784
<http://www.sabca.com/>

Actionnariat :
100% SABCA (Belgique)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	65	57	59	62	58	38	41	39	41	46
Chiffre d'affaires	8 592	5 721	6 645	6 724	8 020	3 280	2 847	3 668	3 132	4 008
Valeur ajoutée nette	2 793	5 771	5 635	5 765	3 363	2 959	3 595	2 495	2 766	2 825
EBITDA	-369	2 951	2 845	2 903	750	1 125	2 084	875	1 136	1 071
EBIT	-1 009	-1 097	-537	-298	33	220	-166	-77	-218	-245
Résultat net	-814	59	34	76	107	124	96	210	27	120
Rentabilité nette	-9,47%	1,03%	0,51%	1,13%	1,33%	3,78%	3,37%	5,73%	0,86%	2,99%

SABIEX International S.A.

Chaussée de Tubize 65
1420 Braine-l'Alleud
BE 0435 148 928
Tél. : 02 384 80 15
Fax : 02 384 17 10
<http://www.sabiex.com/>

Actionnariat :
99,9% Syllab (Belgique) [1/12/2004]

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	45	50	48	43	35	32	37	42	39	37
Chiffre d'affaires	13 237	10 683	8 045	7 063	7 704	6 419	7 116	2 758	7 565	9 072
Valeur ajoutée nette	3 340	2 304	2 805	3 188	1 150	3 710	2 150	-319	1 598	3 048
EBITDA	1 184	223	825	1 432	-252	2 468	834	-1 696	347	1 876
EBIT	525	-299	399	1 002	-544	2 101	457	-2 033	-543	887
Résultat net	-155	-565	-15	617	-768	1 351	75	-1 971	-332	693
Rentabilité nette	-1,17%	-5,29%	-0,19%	8,74%	-9,97%	21,05%	1,05%	-71,46%	-4,39%	7,64%

Savimetal A.G. S.A.

Prümer Strasse 44
4780 Saint-Vith
BE 0405 850 374
Tél. : 080 280 160
Fax : 080 228 760
<http://www.savimetal.be/>

Actionnariat :
Famille Knauff (% indéterminé)
Huppertz Johann Dr. (% indéterminé)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	72	70	70	67	69	75	75	76	73	75
Chiffre d'affaires	13 679	10 156	8 334	8 281	7 934	10 088	8 895	8 267	7 159	6 258
Valeur ajoutée nette	5 234	4 062	3 137	3 409	3 871	4 553	4 178	4 085	3 447	2 734
EBITDA	2 456	1 537	634	616	1 073	1 799	1 312	1 324	745	268
EBIT	2 185	1 201	484	365	933	1 729	1 291	1 304	734	253
Résultat net	1 452	796	311	249	990	1 077	896	762	461	123
Rentabilité nette	10,61%	7,84%	3,73%	3,01%	12,48%	10,68%	10,07%	9,22%	6,44%	1,97%

Seyntex S.A.

Seyntexlaan 1
8700 Tielt
BE 0423 039 962
Tél. : 051 423 711
Fax : 051 423 799
<http://www.seyntex.com/>

Actionnariat :
72,17% Seyntex International (Belgique)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	160	177	186	192	202	205	202	198	207	203
Chiffre d'affaires	55 372	46 623	59 754	60 932	50 888	55 979	62 519	48 108	46 070	42 957
Valeur ajoutée nette	8 404	8 413	9 770	9 767	8 921	9 204	10 526	8 710	8 493	7 813
EBITDA	2 175	2 056	3 380	3 306	2 287	2 950	4 250	2 439	2 401	1 847
EBIT	846	554	1 615	1 303	719	893	2 004	1 460	377	542
Résultat net	377	27	692	1 214	34	280	1 043	1 241	253	379
Rentabilité nette	0,68%	0,06%	1,16%	1,99%	0,07%	0,50%	1,67%	2,58%	0,55%	0,88%

SKB YARD N.V.

Hendrik Baelskaai 8 A
8400 Oostende
BE 0454 512 801
Tél. : 059 339 600
Fax : 059 339 601
<http://www.skb.be/>

Actionnariat :
46% ImmoSKB (Belgique)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	—	23	20	14	5	—	—	—	—	8
Chiffre d'affaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	185
Valeur ajoutée nette	282	1 530	1 117	554	200	-9	-7	-3	-3	159
EBITDA	280	646	372	56	26	-18	-8	-4	-4	-26
EBIT	65	431	154	-162	-192	-19	-9	-4	-4	-26
Résultat net	-13	554	196	-262	-254	-24	-9	-4	-4	-26
Rentabilité nette	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-14,05%

SIEMENS S.A.

Square Marie Curie 30
1070 Bruxelles
BE 0404 284 716
Tél. : 02 536 41 11
Fax : 02 634 24 92
<http://www.siemens.be>

Actionnariat :
99,99% Siemens Holding (Belgique)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	3 147	3 356	1 784	2 335	2 310	2 288	1 502	1 436	1 398	1 435
Chiffre d'affaires	1 146 443	975 629	389 894	448 392	547 481	459 887	270 361	262 796	259 130	261 626
Valeur ajoutée nette	361 505	377 894	212 419	242 809	266 499	232 286	139 088	125 056	120 229	123 781
EBITDA	81 980	58 579	67 599	89 771	122 766	97 657	49 841	42 799	40 565	48 702
EBIT	55 674	38 299	-166	-37 330	10 134	1 365	10 291	5 246	6 259	4 730
Résultat net	65 206	31 627	2 329	-284	13 828	856	14 409	10 070	10 807	6 584
Rentabilité nette	5,69%	3,24%	0,60%	-0,06%	2,53%	0,19%	5,33%	3,83%	4,17%	2,52%

SUN Microsystems Belgium S.A.

Lozenberg 15

1932 Sint-Stevens-Woluwe

BE 0442 531 519

Tél. : 02 704 80 00

Fax : 02 704 80 01

<http://be.sun.com/>**Actionariat :**

> 50% Sun Microsystems Inc. (Etats-Unis)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	177	183	196	214	206	162	136	104	75	72
Chiffre d'affaires	57 896	54 852	71 724	68 862	74 533	50 648	36 264	29 500	22 772	16 095
Valeur ajoutée nette	29 061	28 747	34 129	32 399	41 853	30 959	22 693	15 977	13 126	9 185
EBITDA	6 466	7 520	10 575	9 388	17 425	11 065	7 741	4 967	4 995	2 139
EBIT	5 329	5 124	7 476	5 764	14 344	7 748	4 878	2 321	2 751	686
Résultat net	4 241	4 387	868	3 421	8 722	4 493	2 745	1 190	1 510	379
Rentabilité nette	7,33%	8,00%	1,21%	4,97%	11,70%	8,87%	7,57%	4,03%	6,63%	2,35%

TAC Technical Airborne Components S.A.

Rue des Alouettes 141

4041 Milmort

BE 0475 197 357

Tél. : 04 264 97 50

Fax : 04 248 16 20

<http://www.mcktechnieaerospace.com/>**Actionariat :**

100% Melrose Plc (Royaume Uni)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	—	94	94	91	—	—	—	—	—	—
Chiffre d'affaires	—	14 843	15 403	16 554	—	—	—	—	—	—
Valeur ajoutée nette	—	6 175	6 504	5 992	—	—	—	—	—	—
EBITDA	—	1 551	2 061	1 799	—	—	—	—	—	—
EBIT	—	891	1 547	1 338	—	—	—	—	—	—
Résultat net	—	-589	-14 363	-645	—	—	—	—	—	—
Rentabilité nette	—	-3,97%	-93,25%	-3,90%	—	—	—	—	—	—

TECHSPACE AERO S.A.

Route de Liers 121

4041 Milmort

BE 0432 618 812

Tél. : 04 278 81 11

Fax : 04 278 52 07

<http://www.techspace-aero.be/>**Actionariat :**

51% SAFRAN (France)

28,37% Wespavia (Belgique), 100% liée à la Région wallonne

19% Pratt & Whitney (Etats-Unis), liée à United Technologies (Etats-Unis)

1,6% SFPI (Soc. fédérale de participation et d'investissem.), 100% liée Etat fédéral (Belgique)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	1 253	1 214	1 225	1 289	1 291	1 272	1 249	1 222	1 190	1 134
Chiffre d'affaires	309 913	271 309	255 159	247 136	280 377	268 225	236 198	218 618	196 459	143 161
Valeur ajoutée nette	159 113	139 992	123 517	125 867	144 092	137 374	110 876	102 777	90 332	64 530
EBITDA	75 788	57 789	44 249	50 399	68 528	68 993	43 810	39 797	30 896	13 085
EBIT	25 020	28 506	24 484	24 355	37 082	35 124	27 957	19 406	3 275	-4 693
Résultat net	20 110	24 775	21 144	22 176	33 230	39 899	31 081	22 234	2 359	1 304
Rentabilité nette	6,49%	9,13%	8,29%	8,97%	11,85%	14,88%	13,16%	10,17%	1,20%	0,91%

TELEVIC N.V.										
Leo Bekaertlaan 1					<i>Actionnariat :</i>					
8870 Kachtem (Izegem)					50% Daninvest (Belgique)					
BE 0402 757 955					50% Vertec (Belgique)					
Tél. : 051 303 045										
Fax : 051 310 670										
http://www.televic.com/										
<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	138	131	127	119	110	100	90	91	97	96
Chiffre d'affaires	18 306	23 103	18 593	16 610	19 001	11 897	9 578	8 126	8 047	10 390
Valeur ajoutée nette	9 105	9 866	8 165	6 915	7 060	5 678	4 933	4 219	4 748	5 246
EBITDA	2 099	3 348	2 032	1 321	2 138	1 423	1 018	277	822	1 374
EBIT	1 655	2 559	1 621	1 079	1 634	955	652	8	715	1 126
Résultat net	940	1 542	972	539	830	637	417	359	509	734
Rentabilité nette	5,13%	6,67%	5,23%	3,25%	4,37%	5,35%	4,35%	4,42%	6,33%	7,06%

TELINDUS N.V.										
Geldenaaksebaan 335					<i>Actionnariat :</i>					
3001 Heverlee					100% Belgacom (Belgique)					
BE 0442 257 642										
Tél. : 016 382 011										
Fax : 016 400 102										
http://www.telindus.be/										
<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	600	594	596	610	617	556	512	478	433	430
Chiffre d'affaires	165 659	174 582	152 587	151 820	158 138	125 105	111 244	97 046	86 755	79 878
Valeur ajoutée nette	63 186	59 022	34 444	48 490	48 599	39 601	41 834	35 749	35 784	31 445
EBITDA	21 710	18 095	-4 899	8 144	9 133	5 477	9 420	9 320	13 135	8 439
EBIT	10 164	7 749	-9 301	-3 042	-955	-2 636	2 584	3 831	8 199	3 532
Résultat net	7 266	5 235	-13 242	-10 962	26 470	51 306	64 707	12 465	6 831	2 188
Rentabilité nette	4,39%	3,00%	-8,68%	-7,22%	16,74%	41,01%	58,17%	12,84%	7,87%	2,74%

THALES Communications Belgium S.A.										
Rue des Frères Taymans 28					<i>Actionnariat :</i>					
1480 Tubize					100% Groupe Thales (France)					
BE 0438 546 896										
Tél. : 02 391 22 11										
Fax : 02 391 23 00										
http://www.thalesgroup.com/										
<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	138	138	137	160	207	157	154	161	159	153
Chiffre d'affaires	32 024	36 825	40 314	37 251	42 811	50 997	28 907	42 247	28 336	22 527
Valeur ajoutée nette	14 128	15 144	14 978	13 988	10 036	13 868	10 451	16 892	14 528	13 740
EBITDA	3 161	4 045	1 658	-5 084	-10 122	2 081	-720	6 347	4 377	4 669
EBIT	3 244	2 299	1 629	-2	-3 129	877	-1 911	4 118	1 697	234
Résultat net	—	—	767	13 542	-12 035	-4 921	-2 211	109	1 006	-596
Rentabilité nette	—	—	1,90%	36,35%	-28,11%	-9,65%	-7,65%	0,26%	3,55%	-2,65%

Tyco Electronics Raychem S.A.

Diestsesteenweg 692

3010 Kessel-lo

BE 0405 721 306

Tél. : 016 35 10 11

Fax : 016 35 23 52

<http://www.tycoelectronics.com/>**Actionariat :**

100% Tyco International Ltd.

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	741	734	740	795	917	842	838	838	921	1 013
Chiffre d'affaires	294 633	275 236	226 690	264 292	360 120	383 138	258 661	287 181	281 846	224 124
Valeur ajoutée nette	111 388	102 228	88 381	99 914	128 779	139 936	80 646	99 054	102 753	79 720
EBITDA	63 851	56 107	46 775	60 278	77 654	62 634	36 091	53 052	50 912	25 333
EBIT	56 456	48 183	35 351	49 181	62 492	43 877	19 736	37 699	34 272	7 958
Résultat net	37 569	31 188	20 509	28 331	35 054	36 720	15 645	22 923	30 357	8 666
Rentabilité nette	12,75%	11,33%	9,05%	10,72%	9,73%	9,58%	6,05%	7,98%	10,77%	3,87%

Vanhulen High Precision Spring PLC S.A.

Rue Haute Claire 2

4041 Milmort

BE 0404 447 933

Tél. : 04 240 02 26

Fax : 04 289 00 09

<http://www.vanhulen.be/>**Actionariat :**

49,2% Tritone (Belgique)

famille Vanhulen

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	70	67	61	56	54	49	47	48	44	32
Chiffre d'affaires	8 081	7 560	6 961	6 371	—	—	5 329	4 708	—	—
Valeur ajoutée nette	3 383	3 258	2 989	2 768	2 706	2 452	2 415	2 094	1 929	1 640
EBITDA	627	690	627	709	759	717	784	494	546	332
EBIT	127	160	72	22	13	104	251	-93	54	-86
Résultat net	60	81	17	74	12	84	183	107	60	-37
Rentabilité nette	0,74%	1,07%	0,24%	1,16%	—	—	3,43%	2,27%	—	—

Varec N.V

Antwerpsesteenweg 106

2800 Mechelen

BE 0438 592 824

Tél. : 015 21 78 92

Fax : 015 20 55 27

<http://www.varec.be/>**Actionariat :**

54,43% Amret (Belgique)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	43	46	46	51	60	55	52	52	57	61
Chiffre d'affaires	6 877	10 131	9 364	9 184	10 026	10 136	7 542	13 168	10 914	9 853
Valeur ajoutée nette	1 837	2 894	2 837	3 509	3 206	2 877	2 663	2 783	2 785	2 158
EBITDA	116	1 046	1 025	1 696	1 079	1 077	910	976	997	453
EBIT	-73	772	731	820	536	509	443	501	587	177
Résultat net	-60	340	452	425	311	304	272	272	252	34
Rentabilité nette	-0,87%	3,36%	4,83%	4,63%	3,10%	3,00%	3,61%	2,07%	2,31%	0,35%

Verhaert Space N.V.

Hogenakkerhoekstraat 9

9150 Kruibeke

BE 0439 039 321

Tél. : 03 250 14 14

Fax : 03 253 14 64

<http://www.verhaertspace.com/>**Actionariat :**

90% QinetiQ Ltd (Royaume Uni)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	65	65	70	80	89	60	47	42	38	38
Chiffre d'affaires	18 275	9 454	10 821	11 824	10 344	11 577	12 189	8 374	4 038	4 425
Valeur ajoutée nette	6 049	5 279	4 116	4 936	5 219	2 907	2 816	2 485	2 314	2 432
EBITDA	1 600	1 059	-115	337	481	-338	323	341	345	496
EBIT	1 045	438	-424	187	253	-741	56	-50	221	373
Résultat net	744	296	-546	98	101	-943	-8	-4	114	208
Rentabilité nette	4,07%	3,13%	-5,05%	0,83%	0,98%	-8,15%	-0,07%	-0,05%	2,82%	4,70%

VR Context S.A.-N.V.

avenue Tedesco 7

1160 Bruxelles

BE 0472 230 246

Tél. : 02 644 38 23

Fax : 02 644 36 96

<http://www.vrcontext.com/>**Actionariat :**

17,15% Start-It (Belgique)

spin-off de Tractebel Engineering (Groupe Suez)

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	8	7	6	4	3	—	—	—	—	—
Chiffre d'affaires	986	519	383	299	11	—	—	—	—	—
Valeur ajoutée nette	217	105	-34	-120	-196	—	—	—	—	—
EBITDA	-403	-92	-285	-350	-219	—	—	—	—	—
EBIT	-768	-409	-531	-519	-320	—	—	—	—	—
Résultat net	-518	-115	-185	-357	-154	—	—	—	—	—
Rentabilité nette	-52,54%	-22,16%	-48,30%	-119,40%	-1400,00%	—	—	—	—	—

WIDNEY Europe S.A.

Rue de Sotriamont

1400 Nivelles

BE 400 359 382

Tél. : 067 212 076

Fax : 067 221 011

<http://www.widneyeurope.com/>**Actionariat :**

Famille Pécriaux

<i>Chiffres clés</i>	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emplois	26	29	30	26	19	20	21	19	17	17
Chiffre d'affaires	—	—	—	—	1 331	—	—	2 154	—	—
Valeur ajoutée nette	869	1 256	859	913	613	684	797	860	405	556
EBITDA	18	208	-124	91	51	-3	156	148	-109	33
EBIT	1	190	-163	85	-2	-59	79	165	-128	15
Résultat net	-45	144	-198	71	-23	-67	76	129	-131	11
Rentabilité nette	—	—	—	—	-1,73%	—	—	5,99%	—	—



GRIP
GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Fondé en 1979 à Bruxelles, le GRIP est un institut de recherche indépendant qui étudie les questions de défense, de sécurité et de désarmement. Par ses travaux, le GRIP veut contribuer à une meilleure compréhension de ces problématiques dans la perspective d'une amélioration de la sécurité internationale en Europe et dans le monde.

Adresse : rue Van Hoorde, 33
B -1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site web: <http://www.grip.org>

(bureaux ouverts du lundi
au vendredi de 8h30 à 13h et
de 13h30 à 17h)

Directeur : Bernard Adam

Coordination : Bernard Adam,
Luc Mampaey, Caroline Pailhe,
Marc Schmitz

Recherche : Bernard Adam, Holger
Anders, Georges Berghezan,
Ilhan Berkol, Claudio Gramizzi,
Luc Mampaey, Caroline Pailhe,
Cédric Poitevin, Federico
Santopinto, Pamphile Sebahara,
Marc Schmitz, Xavier Zeebroek

Secrétariat et administration :
Dominique Debroux, Caroline
Pailhe, Chantal Schamp

Centre de documentation :
Alain Reisenfeld

Édition, relations publiques :
Denys Detandt, Danièle Fayer-
Stern, Sabine Fiévet, Marc
Schmitz

Informatique : Pascal Derycke,
Luc Mampaey

Conseil d'administration :
Bernard Adam (administrateur
délégué), Rik Coolsaet, Laurent
Dumont, Jean-Paul Marthoz,
Carl Vandoorne, Guy Vaerman.

LES PUBLICATIONS DU GRIP

Depuis sa fondation, le GRIP est surtout connu pour son travail d'édition. Au fil du temps, les publications ont changé, tant au niveau du contenu, de la présentation que de la périodicité. Depuis l'automne 1997, elles se présentent sous trois formes :

1. Les Nouvelles du GRIP

Une lettre d'information trimestrielle de 8 pages : regard sur les grands dossiers du moment, nouvelles insolites, aperçu des activités du centre, etc.

Cette lettre est envoyée d'office à tous les **membres du GRIP** en règle de **cotisation** de même qu'aux abonnés aux « Livres du GRIP ».

2. Les Livres du GRIP

Chaque année, le GRIP publie 5 ouvrages en collaboration avec les éditions Complexe, abordant les questions internationales dans les domaines de la géostratégie, de la défense et de la sécurité internationale.

Ces 5 ouvrages font partie de l'abonnement aux « Livres du GRIP » ; ils sont également disponibles en librairie et au GRIP.

3. Les Rapports du GRIP

Cette nouvelle collection (format A4, sans périodicité) valorise des travaux de recherche réalisés pour la plupart au GRIP.

Ces rapports sont envoyés d'office à tous ceux qui souscrivent un abonnement de soutien ; ils peuvent aussi être commandés au GRIP.

Tarifs 2007

	Belgique	Autres Europe	Autres Monde
1. Cotisation			
<i>Abonnement aux «Nouvelles du GRIP»</i>	15 euros	16 euros	18 euros
2. Les Livres du GRIP			
<i>Abonnement annuel aux 5 livres¹ et aux «Nouvelles du GRIP»</i>	80 euros	90 euros	95 euros
3. Abonnement complet²			
<i>Abonnement à toutes les publications (Rapports inclus)</i>	135 euros	150 euros	160 euros
4. Abonnement de soutien	250 euros	250 euros	250 euros

1. L'abonnement couvre 5 livres (équivalant à 10 numéros), plus le trimestriel «Les Nouvelles du GRIP».

2. L'abonnement annuel complet inclut la collection des Rapports (non périodiques), avec en moyenne six parutions par année.

Vous souhaitez vous abonner ?

Vous pouvez le faire par téléphone (02/241.84.20), par fax (02/245.19.33), par courriel (publications@grip.org) ou en nous envoyant votre demande d'abonnement, accompagnée de votre paiement, au GRIP, rue Van Hoorde 33 B -1030 Bruxelles.

Modes de paiement: **Belgique** (virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement) / **France** (chèque barré; mandat postal international) / **Luxembourg** (soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque au GRIP) / **Autres pays** (virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international) / **Autre moyen de paiement** (carte de crédit - VISA, Eurocard, Mastercard - Précisez votre n° de carte et la date d'expiration.

LES RAPPORTS DU GRIP

- 5/00 **L'Union européenne et la prévention des conflits africains**, Félix Nkundabagenzi, 28p., 7,44 euros.
- 6/00 **Groupe Herstal S.A. - L'heure des décisions**, Luc Mampaey, 34p., 7,44 euros.
- 7/00 **La disponibilité des armes légères illicites - Comment combattre cette menace internationale**, Peter Lock, 34p., 7,44 euros.
- 1/01 **Le micro-désarmement - Le désarmement concret en armes légères et ses mesures associées**, Michel Wéry avec la contribution de Georges Berghezan et Félix Nkundabagenzi, 64p., 13 euros.
- 2/01 **Le réarmement de la Sierra Leone - Un an après l'accord de paix de Lomé**, Eric G. Berman, une étude de Small Arms Survey, 42p., 8,50 euros.
- 3/01 **La disponibilité des armes à feu - Quel impact sur la sécurité et la santé publique ?**, collectif, 40p., 8,50 euros.
- 4/01 **La conférence des Nations unies de juillet 2001 sur les armes légères - Analyse du processus et de ses résultats**, Ilhan Berkol, 58p., 11 euros.
- 5/01 **L'ONU face au terrorisme**, Sandrine Santo, 38p., 8,50 euros.
- 1/02 **La Chine et la nouvelle Asie centrale - De l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après-11 septembre**, Thierry Kellner, 40p., 8,50 euros.
- 2/02 **L'Union européenne et la prévention des conflits - Concepts et instruments d'un nouvel acteur**, Félix Nkundabagenzi, Caroline Pailhe et Valérie Peclow, 72p., 13 euros.
- 3/02 **L'Inde et le Pakistan - Forces militaires et nucléaires en présence**, Françoise Donnay, 40 p., 8,50 euros.
- 4/02 **Les exportations d'armes de la Belgique**, Bernard Adam, Sarah Bayés, Georges Berghezan, Ilhan Berkol, Françoise Donnay, Luc Mampaey et Michel Wéry, 72 p., 13 euros.
- 1/03 **Les relations arméno-turques - La porte close de l'Orient**, Burcu Gültekin et Nicolas Tavitian, 32p., 7 euros.
- 2/03 **La crise ivoirienne - De la tentative du coup d'Etat à la nomination du gouvernement de réconciliation nationale**, Claudio Gramizzi et Matthieu Damian, 45p., 9 euros.
- 3/03 **Enfants soldats, armes légères et conflits en Afrique - Les actions de la coopération au développement de l'Union européenne et de la Belgique**, Claudio Gramizzi, Félix Nkundabagenzi, Sophie Nolet et Federico Santopinto, 44p.
- 4/03 **Questions juridiques sur la régionalisation des licences d'armes**, Nicolas Crutzen, 28p., 7 euros.
- 1/04 **Le contrôle du courtage des armes - Prochaines étapes pour les Etats membres de l'UE**, Holger Anders, 34p., 7 euros.
- 2/04 **Bilan d'un an de guerre en Irak - Analyse des coûts et des éléments déclenchants**, Caroline Pailhe avec la collaboration de Valérie Peclow et Federico Santopinto, 52p., 9 euros.
- 3/04 **L'Union européenne et le renseignement - Perspectives de coopération entre les Etats membres**, Thierry Coosemans, 52p., 9 euros.
- 4/04 **Marquage, enregistrement, traçage des armes légères et de petit calibre: projet de convention**, Ilhan Berkol, 44p., 8,5 euros.
- 5/04 **Qui arme les Maï-Maï? - Enquête sur une situation originale**, Charles Nasibu Bilali, 26p., 7 euros.
- 1/05 **RDC - Ressources naturelles et transferts d'armes**, Anne Renauld, 33p., 7 euros.
- 2/05 **Iran - Regard vers l'Est : la politique asiatique de la république islamique**, Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, 35p., 7 euros.
- 3/05 **Burundi - Armes légères et violence armée: quel impact sur les femmes**, Edward B. Rackley, 27p., 7 euros.
- 4/05 **Afrique de l'Ouest: Vers une Convention sur les armes légères**, Albert Chaïbou et Sadou Yattara, 20p., 6 euros.
- 5/05 **Afrique de l'Ouest: L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères**, Hélène N.V. Cissé, 22p., 6 euros.
- 6/05 **Afrique centrale : l'harmonisation des législations nationales sur les armes légères**, Pierre Huybrechts et Ilhan Berkol, 105p., 15 euros.
- 7/05 **Guerres et déficits - Les deux piliers de l'économie des Etats-Unis**, Luc Mampaey, 31p., 7 euros.
- 8/05 **Le régime nucléaire - Les efforts de la communauté internationale en matière de désarmement et de non-prolifération**, Céline Francis, 40p., 8 euros.
- 1/06 **Trafics d'armes - Enquête dans la plaine de la Ruzizi (RDC-Burundi)**, Jacques Ntibarikure, avec la collaboration de Charles Nasibu Bilali, Nicolas Florquin et Georges Berghezan, 32 p., 7 euros.
- 2/06 **La Conférence internationale sur l'Afrique des Grands Lacs - Enjeux et impact sur la paix et le développement en RDC**, Pamphile Sebahara, 28 p., 7 euros.
- 3/06 **RD Congo - Acquis et défis du processus électoral**, Pamphile Sebahara, 21 p., 6 euros.
- 4/06 **Trafics d'armes - Enquête de terrain au Kivu (RDC)**, coordination Georges Berghezan, 46 p., 8,50 euros.
- 5/06 **Dépenses militaires et transferts d'armements conventionnels - Compendium 2006**, Luc Mampaey, 33p., 7,50 euros.
- 1/07 **Agenda humanitaire à l'horizon 2015 - Principes, pouvoir et perceptions**, collectif, 54p., 9 euros.
- 2/07 **La Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre - Analyse et recommandations pour un plan d'action**, Ilhan Berkol, 55p., 9 euros.
- 3/07 **Afrique de l'Ouest - L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères - Burkina Faso**, Luz Marius Ibriga et Salamane Yameogo, 24p., 6 euros.